

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES,
DE LA DETTE ET DES PARTICIPATIONS,
CHARGE DE LA LUTTE CONTRE LA VIE CHERE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE

DU PREMIER TRIMESTRE
2026

Ministre de l'Economie, des Finances, de la Dette et des Participations, chargé de la Lutte contre la Vie Chère

Monsieur Thierry MINKO

Ministre Délégué

Marc ABEGHE

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

Monsieur Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Monsieur Lambert OTO'O NGOUA

Contact :

Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette première note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2026.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	9
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU PREMIER TRIMESTRE 2026	11
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES ET EN DEVELOPPEMENT	11
I.2 LA CONJONCTURE DANS LA ZONE CEMAC.....	12
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER TRIMESTRE 2026	13
II.1 LES EVOLUTIONS SECTORIELLES.....	13
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER TRIMESTRE 2026	14
II.2. LES ACTIVITES EXTRACTIVES.....	14
II.3 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE	15
II.3.1. <i>L'agriculture de rente</i>	15
II.4 LES AGRO-INDUSTRIES	15
II.4.1. <i>L'huile de palme, les boissons gazeuses et alcoolisées et la farine</i>	15
II.5 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	16
II.6 LE RAFFINAGE, ELECTRICITE, EAU ET BTP.....	17
II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	19
II.8. LES TELECOMMUNICATIONS	19
II.9 LE COMMERCE	20
II.10 LES SERVICES	21
II.11. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	21
II.11-1 <i>L'Analyse bilancielle</i>	21
II.11.2 <i>Les opérations avec la clientèle</i>	22
II.11.2.1 <i>Les ressources collectées</i>	22
II.11.2.2 <i>Les crédits distribués</i>	23
II.12 LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE	23
II.12.1. <i>La configuration et la couverture du secteur</i>	24
II.12.2. <i>La clientèle et l'emploi des EMF</i>	24
II.12.3. <i>Les capitaux propres et intermédiation financière</i>	24
II.12.4. <i>La structure des taux</i>	25
II.13 LE MOBILE MONEY.....	25
II.13.1. <i>Les souscripteurs</i>	26
II.13.2. <i>Les transactions mobiles money</i>	26
II.13.3. <i>Les Produits Mobile Money</i>	26
II.14. LE SECTEUR DES ASSURANCES.....	27
II.14.1. <i>La Branche Non Vie</i>	27
II.14.2. <i>La Branche Vie et Capitalisation</i>	28
II.14.3. <i>Les sinistres réglés</i>	28
II.14.4. <i>Les Commissions versées</i>	28
III. LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2026	30
III.1. L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	30

<i>III.1.1 Analyse par poste de consommation.....</i>	30
<i>III.1.2. L'analyse par nomenclature secondaire.....</i>	32
III.2. L'EMPLOI PUBLIC	32
III.2.2 Effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente.....	33
III.3. LA MASSE SALARIALE.....	33
III.3.1. La solde permanente par Administration.	34
III.4. LES INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR.....	34
<i>III.4.1 L'indice des valeurs des exportations</i>	34
<i>III.4.1.1 L'indice des valeurs des exportations par chapitre</i>	35
<i>III.4.1.2 L'indice des valeurs des exportations par section.....</i>	35
<i>III.4.1.3 L'indice des prix à l'exportation.....</i>	36
<i>III.4.2. L'indice des valeurs des importations</i>	37
<i>III.4.2.1 L'indice des valeurs des importations par chapitre</i>	37
<i>III.4.2.2 L'indice des valeurs des importations par section.....</i>	38
<i>III.4.2.3 L'indice des prix des importations.....</i>	39
<i>III.4.2.3.1. L'indice des prix des importations par section</i>	39
III.5. LE PARTENARIAT ECONOMIQUE	40
<i>III.5.1 Les principaux clients</i>	40
<i>III.5.2 Les principaux fournisseurs</i>	42
□ <i>Par continent.....</i>	43
III.6 SITUATION MONETAIRE.....	45
III.6.1– LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES.....	45
<i>III.6.1.1- La masse monétaire (M2)</i>	45
<i>III.6.1.2- Les ressources extra-monétaires</i>	45
III.6.2-LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE.....	46
<i>III.6.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)</i>	46
<i>III.6.2.2- Le crédit intérieur.....</i>	46
III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE	47
CONCLUSION	48
ANNEXES	49

Glossaire

iboistot : indice de la production totale des industries du bois

ibtp : indice du chiffre d'affaires des BTP

icaserv : indice du chiffre d'affaires des services

icimprod : indice de production du ciment

icom : indice des ventes dans le commerce

icomgen : indice du chiffre d'affaires du commerce général structuré

icompet : indice des ventes des produits pétroliers

icomphar : indice du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques

icomveut : indice des ventes du commerce des véhicules

ieau : indice de la production d'eau

ielpro : indice de la production d'électricité

iextraction : indice des activités extractives

ifarprocvs : indice de production de la farine

iforp : indice de la production forestière

igazpro : indice de la production des gaz industriels

imangpro : indice de production de manganèse

ipeintprod : indice de production des peintures

ipetp : indice de production pétrolière

ipetp : indice de production pétrolière

iraffp : indice du brut raffiné

isuctranscv : indice de transformation de sucre

iteleca : indice du chiffre d'affaires des télécoms

itolpro : indice de production des tôles

itranspass : indice du transport des passagers

org : olam rubber gabon

Avant-propos

Dans le cadre du Projet de développement du Système Statistique National visant la production des données clés au Gabon et l'amélioration de la production statistique et des pratiques dans la diffusion des données, la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEFP) a obtenu auprès de la Banque Mondiale l'accord de financement pour la réforme du dispositif de suivi conjoncturel. Ce projet visait principalement à améliorer les techniques de collecte de données, leur traitement et la qualité d'analyse.

La mise en œuvre de ce projet a permis de déboucher sur un certain nombre d'acquis. Ces derniers sont de trois (03) ordres :

- ***Sur le plan matériel :***

- Renouvellement du parc informatique ;
- Acquisition de logiciels de traitement de données ;
- Amélioration et extension de la connexion internet.

- ***Sur le plan organisationnel :***

- La création d'une cellule dédiée au traitement de données. Cette cellule va se charger de centraliser toute l'information statistique collectée par la DPS, pour ensuite procéder à son traitement (vérification de la qualité des données, imputation des données manquantes, corrections des variations saisonnières, etc.).

- ***En matière de renforcement des capacités :***

- Formation sur l'échantillonnage ;
- Formation sur la constitution d'une base de données centralisée et automatisée ;
- Formation sur la pratique de la désaisonnalisation : *il s'agit ici de corriger les données brutes reçues car elles font souvent l'objet de l'influence de phénomènes saisonniers tels que les variations climatiques, le nombre de jours ouvrables, la longueur des mois, la survenance de fêtes et jours fériés, etc.*
- Formation sur la construction d'un indicateur composite de suivi d'activité : *l'indicateur composite de la DPS est un outil d'aide à la décision car il permet de synthétiser toute l'information collectée dans les secteurs marchands de l'économie gabonaise. Il sera ainsi le reflet de l'évolution de l'activité et sa production devrait se faire de manière trimestrielle.*
- Formation en analyse conjoncturelle, en mettant en exergue les fluctuations de court terme de l'économie autour de sa tendance de long terme.

Globalement, le projet réforme du dispositif de suivi conjoncturel a permis un arrimage aux bonnes pratiques internationales en termes de traitement de données (utilisation des données désaisonnalisées en lieu et place des données brutes) et la construction d'un indicateur composite donnant une indication sur la tendance conjoncturelle.

Depuis le second trimestre de l'année 2022, nous avons entrepris de publier l'Indicateur Composite de la DGEFP qui synthétise toute l'information collectée sur le terrain afin de traduire la trajectoire prise par l'économie sur la période sous revue. Depuis le troisième trimestre 2022, afin de mieux mesurer les performances de l'activité économique, l'IC a été corrigé par la suppression de l'effet prix, en utilisant uniquement des séries de production pour les secteurs primaire et secondaire, à l'exception notable du BTP pour lequel le suivi se fait par le moyen de l'indice du chiffre d'affaires. L'IC est ainsi passé de 22 séries à 28, dont plus de 95% sont corrigées de variations saisonnières.

C'est en tenant compte de ces évolutions que nous produisons la présente Note de Conjoncture du premier trimestre 2026. Dans cette Note, les données concernant la filière bois ont été volontairement retirées, compte tenu de la faiblesse du taux de retour des questionnaires qui pourrait fragiliser les analyses. Nous sollicitons d'avance l'indulgence du lecteur sur les éventuels aspects perfectibles.

En proie aux incertitudes liées à la guerre au Moyen-Orient, à la hausse des tarifs douaniers et à la flambée des prix des matières premières, la production mondiale s'est de nouveau repliée au premier trimestre 2026. Ainsi, l'expansion mondiale se situerait à 3,1% en 2026 contre 3,4% en 2025

Dans ce contexte, l'activité économique nationale a également reflué (-3,6%), au regard de l'évolution de l'indicateur composite. Cette contre-performance résulte de l'atonie observée dans la plupart des secteurs clés de l'économie.

Au niveau du secteur primaire, les activités extractives ont enregistré une contraction de 2,9% au cours de la période d'analyse, en lien avec un repli du pétrole (-4,0%) et du gaz naturel (-44,9%), excepté le manganèse qui progresse de 8,4%. En glissement annuel, l'indice de cette branche a dégringolé de 7,9%.

Parallèlement, une amélioration des conditions d'évacuation a entraîné une progression de l'indice de l'exploitation forestière de 24,0%. En revanche, l'indice de l'agriculture de rente continue sa tendance baissière (-0,8%).

En ce qui concerne le secteur secondaire, les différentes branches ont évolué de manière contrastée. En effet, l'indice du gaz naturel (-41,7%), de l'huile de palme (-19,6%), de l'électricité (-13,2%), du ciment (-4,2%), de la farine (-4,0%), de l'eau (-0,4%) et des boissons gazeuses et alcoolisées (-0,1%) ont reflué au premier, malgré une bonne tenue des tôles (+53,7%), de l'eau minérale (+16,0%), des peintures (+12,9%), des BTP +7,7%), de l'industrie du bois (+7,1%) et du raffinage (+1,7%).

Globalement, dans le secteur tertiaire, les différents segments se sont contractés, excepté l'indice du transport (+8,5%) et le commerce des produits pétroliers (+0,4%). En effet, l'hôtellerie (-25,7%), les services de réparation mécanique (-7,9%), les télécoms (-6,2%), le commerce des produits pharmaceutiques (-4,8%), les services aux particuliers (-4,3%) et le commerce général structuré (-3,2%) ont fléchi au premier trimestre.

Le total bilan des banques gabonaises a augmenté de 3,7% par rapport au trimestre précédent, du fait notamment du renforcement des dépôts et des capitaux propres (5,4%).

Comparativement au trimestre précédent, l'indice du portefeuille client des EMF a progressé de 4,1% contre 2,0% en décembre 2025. En glissement annuel, cet indice s'est consolidé de (9,0%), traduisant une bancarisation plus importante des actifs employés, notamment les agents publics.

Concomitamment, l'activité du Mobile Money a enregistré une régression de son chiffre d'affaires (-2,5%) et du nombre de transactions financières électroniques de (0,2%) comparativement au 31 décembre 2025. Dans son sillage, à cause de l'annulation et du renouvellement tardif de certains contrats, le chiffre d'affaires du marché des assurances a chuté de 48,6% contre 5,8% précédemment.

L'observé des prix à la consommation démontre une atténuation de l'inflation. En effet, l'indice des prix s'est établi à -0,2% en glissement trimestriel et en glissement annuel, le taux d'inflation s'est situé à 0,9% contre 1,4% à la même période en 2025, en raison des mesures par le Gouvernement pour maîtriser les prix des produits de première nécessité.

A fin mars, les effectifs de secteur public ont augmenté de 0,1%. Cette évolution résulte de la poursuite des recrutements, induisant ainsi une hausse de la masse salariale de 1,1%.

Sur la période, les exportations et les importations du Gabon ont enregistré des évolutions contraires. En effet, les exportations se sont accrues de 4,7%, tandis que les importations ont baissé de 6,7%.

Enfin, la situation monétaire large (SML) s'est soldée par un accroissement concomitant de la masse monétaire et du crédit intérieur, ainsi que d'une amélioration des avoirs extérieurs nets.

Au premier trimestre 2026, l'activité économique mondiale est demeurée sous l'influence des incertitudes nées de la surenchère tarifaire en matière de droits de douane et surtout des effets du conflit au Moyen-Orient.

Le contexte économique a été marqué par un relèvement des pressions inflationnistes, une hausse des prix des matières premières sur les différents marchés, une diminution du volume des marchandises échangées et une politique monétaire prudente optée par les banques centrales afin de maintenir la croissance.

Ainsi, le taux de croissance prévisionnel du PIB mondial serait de 3,1% en 2026 contre 3,4% en 2025.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES ET EN DEVELOPPEMENT

Globalement, la situation économique des pays avancés est restée stable au premier trimestre 2026, malgré les effets négatifs de la guerre au Moyen-Orient. Les économies ont fait montre de résilience durant cette période sous-revue. Ainsi, la croissance annuelle est projetée à 1,8%.

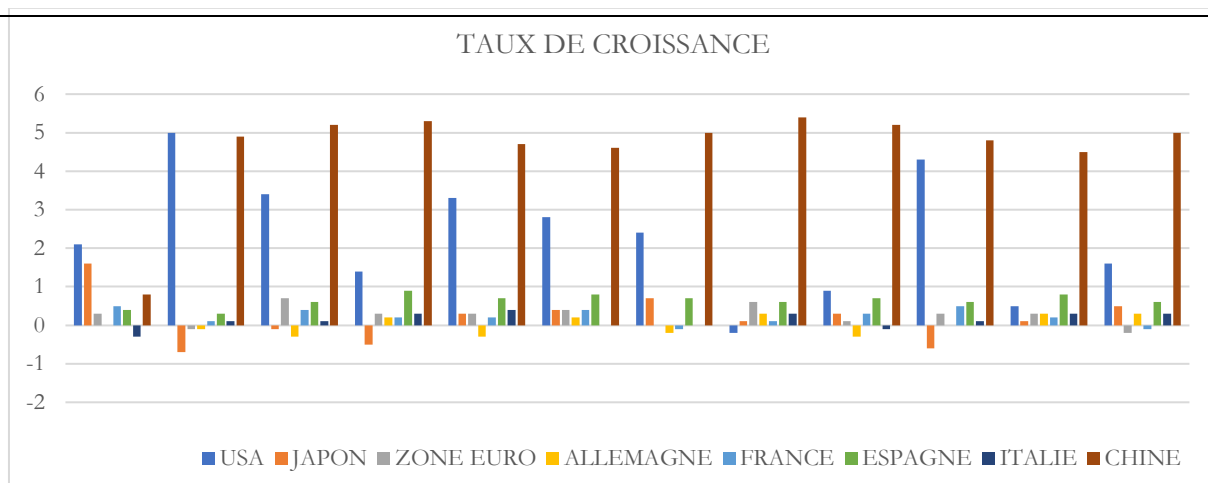
Après +0,5% en décembre 2025, l'économie américaine a continué de progresser. En effet, le PIB a augmenté de 1,6% au premier trimestre 2026, en lien principalement avec le soutien du secteur des services. En glissement annuel, l'expansion a progressé de 1,8 point.

La croissance du Japon s'est établie à +0,5% en rythme trimestriel. Cette évolution résulte d'une demande intérieure solide et du lancement de plusieurs plans gouvernementaux. Sur un an, le PIB a gagné 0,4 point de croissance.

Plombée par le ralentissement industriel et l'augmentation de la facture énergétique liée au contexte géopolitique au Moyen-Orient, le PIB de la zone euro s'est contracté de 0,2% contre +0,3% au trimestre précédent. En rythme annualisé, la production a reflué de 0,8 point. Dans son sillage, l'économie française a enregistré une tendance baissière. En effet, le taux de croissance s'est replié de 0,1% contre +0,2 un trimestre plus tôt. En rythme annualisé, le PIB a perdu 0,2 point.

Portée par la consommation et les exportations, l'Allemagne, première économie de la zone euro, a enregistré une croissance de son Produit intérieur brut (PIB) de 0,3%. Sur une année, la croissance est restée identique.

Quoiqu'en léger repli par rapport au trimestre précédent, l'Espagne a affiché un taux de croissance de 0,6% au premier trimestre 2026. La hausse de la consommation et la bonne tenue de la demande intérieure expliquent cette performance. Sur un an, la production est restée stable.



Sur la période d'analyse, le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Italie a progressé de 0,3% en rythme trimestriel. Cette progression est attribuable à la vigueur des exportations, à une hausse des investissements et au dynamisme du secteur des services. En glissement annuel, le PIB s'est maintenu au même niveau

Le Produit Intérieur Brut (PIB) de la Chine a augmenté de 5,0% au premier trimestre 2026 contre 4,5% au quatrième trimestre 2025. Cette croissance a été induite par la progression de la production industrielle et des exportations.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LA ZONE CEMAC

Au terme du premier trimestre 2026, l'indice composite des cours des produits de base (ICCPB) exportés par les pays de la CEMAC a progressé de 0,7 % par rapport au trimestre précédent, tiré principalement par la hausse record des produits énergétiques (+23 %). On note néanmoins un ralentissement du rythme de progression de l'ICAE éclectique depuis le second trimestre 2025.

En matière de stabilité monétaire, la zone a enregistré une tendance haussière des réserves de change de la BEAC, après un plus bas à 6 235,8 milliards en octobre 2025, s'établissant à 7 248,0 milliards en avril 2026. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est élevé à 71,3 % en avril 2026, contre 65,2 en décembre 2025. Les réserves de change en mois d'importations des biens et services se maintiennent au-dessus du seuil de 3,0 mois.

En matière d'inflation, on note un retour sous la norme communautaire depuis août 2025. En effet, l'inflation dans la CEMAC est revenue en moyenne annuelle de 4,0 % en mars 2025 à 1,4 % en mars 2026 et en glissement annuel de 3,1 % à 0,9 % sur la même période. On note également une baisse tendancielle de l'inflation sous-jacente, aussi bien en moyenne qu'en glissement annuel. Les effets de second tour des chocs passés (énergie, fret et alimentaires) sont désormais bien absorbés

Concernant le secteur bancaire, son évolution au 31 mars 2026 montre une hausse du total bilan de 8,1 % à 28 082,9 milliards sur un an, en lien notamment avec la hausse des dépôts. On note également un léger recul du poids des expositions souveraines dans les bilans bancaires de la Sous-région à 38,2 %, au 31 mars 2026, contre 38,6 % à fin décembre 2025.

II.1 LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

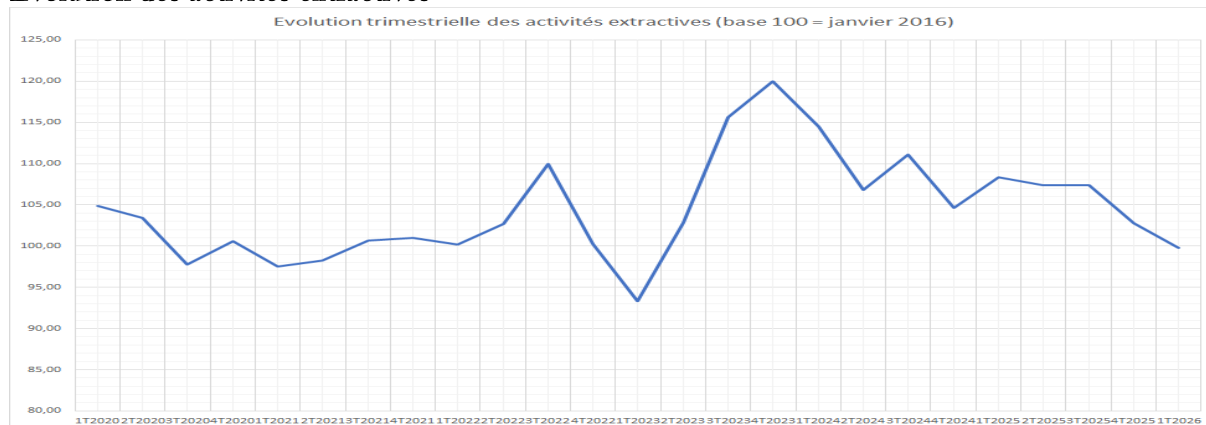
SECTEURS	EVOLUTION		
	1T25	4T25	1T26
Secteur primaire			
Hydrocarbures			
<i>Pétrole</i>	↗	↗	↘
<i>Gaz naturel commercialisé</i>	↗		↘
Manganèse	↗	↘	↗
Exploitation forestière	↘		↗
Agriculture et élevage			
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘	↘	↘
<i>Huile de palme brute</i>	↘	↘	↗
Secteur secondaire			
Industries agro-alimentaires, Boissons			
<i>Production sucrière</i>	↘	↗	
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗	↗	↗
<i>Eau minérale</i>	↘	↗	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↘	↗	↘
Industries du bois			
<i>Unités de sciages</i>	↗	↘	↗
<i>Unités de déroulage</i>	↗	↘	↗
<i>Unités de contreplaqué</i>	↘	↘	↗
Autres industries			
<i>Gaz industriels</i>	↘	↗	↘
<i>Peintures</i>	↗	↘	↗
<i>Tôles</i>		↘	↗
<i>Matériaux de construction</i>		↘	↘
Raffinage	↘	↗	↗
Electricité et eau	↗/↗	↗	↘/↘
BTP	↗	↗	↗
Secteur tertiaire			
Transports et auxiliaires de transports			
<i>Aérien</i>	↗	↘	↗
<i>Ferroviaire</i>	↘	↘	↗
Télécommunications	↘	↘	↘
Commerce			
<i>Général structure</i>	↗	↘	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>			
<i>Produits pétroliers</i>	↘	↗	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗	↗	↘
Services			
<i>Rendus aux Particuliers</i>	↗	↘	↘
<i>Rendus aux entreprises</i>	↗	↗	
<i>Immobiliers</i>	↘		
<i>Réparation mécanique</i>	↘	↗	↘
<i>Hotellerie</i>	↘	↘	↗

II.2. LES ACTIVITES EXTRACTIVES

Les activités extractives pénalisées par les hydrocarbures...

Au premier trimestre 2026, la production globale des industries extractives est restée mal orientée, affichant un recul de 2,9% en glissement trimestriel, sous l'effet des contre-performances des secteurs pétrolier et du gaz naturel commercialisé. Sur la même période de l'année précédente, la baisse était plus prononcée, atteignant -7,9%.

Evolution des activités extractives



Source : DGEPP

- Pétrole

Au premier trimestre 2026, la production du pétrole a enregistré un recul de 4,0%. Ce fléchissement s'explique par la conjonction d'arrêts techniques programmés et d'incidents opérationnels majeurs, notamment l'explosion d'un pipeline. En glissement annuel, la tendance baissière est plus forte avec un repli de 8,7%.

- Manganèse

Au cours de la période analysée, la production nationale de manganèse (mesurée par son indice) a progressé de 8,4%, portée par la bonne performance des mines de Moanda et la reprise de celle de Franceville. Cette dynamique haussière a cependant été tempérée par la suspension des activités sur le site d'Okondja, à l'arrêt depuis novembre 2025.

- Gaz naturel commercialisé

Enfin, la production de gaz naturel commercialisé a enregistré une chute de 44,9% au premier trimestre. Ce repli s'explique par de multiples arrêts d'exploitation, provoqués par des avaries techniques et un déficit d'équipements de surface nécessaires aux réparations.

Production des activités extractives

	Evolution trimestrielle					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Activités extractives	3,5%	-0,9%	0,0%	-4,3%	-2,9%	-7,9%
Pétrole	-0,6%	-1,5%	-4,6%	1,3%	-4,0%	-8,7%
Gaz naturel	-2,0%	3,6%	2,4%	14,2%	-44,9%	-33,2%
Manganèse	20,2%	0,6%	14,3%	-21,3%	8,4%	-1,8%

Source : DGEPP

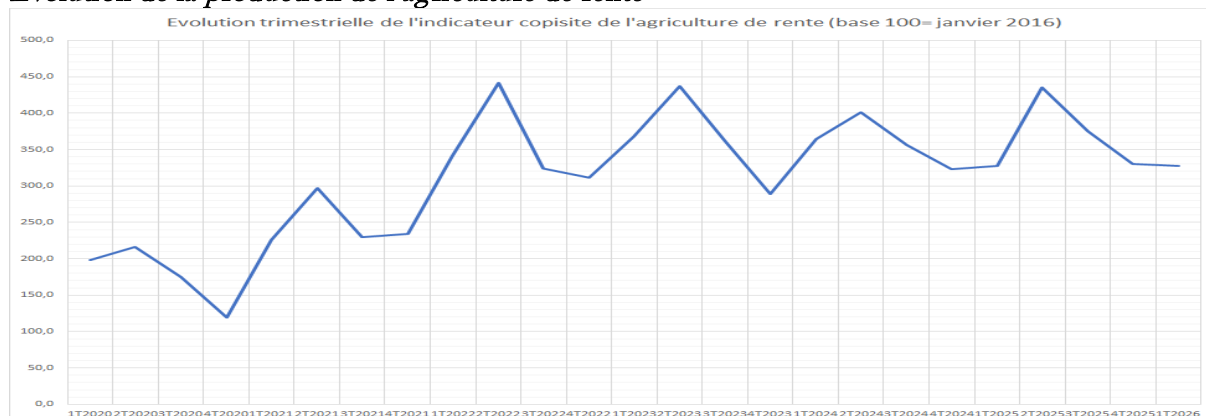
II.3 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.3.1. L'agriculture de rente

L'agriculture de rente poursuit son cycle baissier...

Au terme du premier trimestre 2026, l'indice de production de l'agriculture de rente s'est de nouveau replié, affichant un recul de 0,8%. Cette baisse s'explique par la contribution négative de la production de régimes de palme. En glissement annuel, la production affiche en revanche une quasi-stabilité (-0,1%), soutenue par la bonne tenue de la filière du caoutchouc.

Evolution de la production de l'agriculture de rente



Source : DGEPP

- Palmier à huile

Le segment de l'huile de palme a enregistré une contraction de 2,4% de sa récolte au premier trimestre 2026. Ce recul est imputable à la baisse de rendement des plantations, exacerbée par la cessation des activités sur le site de Pangani (Mandji) dont le rendement est devenu insuffisant. Comparativement au premier trimestre 2025, la production affiche un repli significatif de 8,7%.

- Caoutchouc humide

L'indice de production de caoutchouc humide a progressé de 1,4%, soutenu par les bonnes performances de la société ORG, dans un contexte de reprise graduelle des activités de ABG. En glissement annuel, la production affiche une hausse plus marquée de 15,2%, sous l'effet des mêmes facteurs explicatifs mentionnés plus haut.

Production de l'agriculture de rente

	Evolution trimestrielle					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Agriculture de rente	1,3%	33,0%	-13,8%	-12,1%	-0,8%	-0,1%
Caoutchouc humide	-2,0%	-4,0%	-3,5%	22,6%	1,4%	15,2%
Régimes de palme	3,2%	53,9%	-17,4%	-26,4%	-2,4%	-8,7%

Source : DGEPP

II.4 LES AGRO-INDUSTRIES

II.4.1. L'huile de palme, les boissons gazeuses et alcoolisées et la farine

- Eau minérale

Au premier trimestre 2026, l'indice de production d'eau minérale s'est inscrit en hausse, enregistrant une progression de 16,0% par rapport au trimestre précédent. Les marques leaders (*Andza, Akema, Origen*) parviennent à préserver leurs volumes, en dépit d'une concurrence de plus en plus agressive de la part de nouveaux acteurs qui grignotent des parts de marché.

- Boissons gazeuses et alcoolisées

Au terme du premier trimestre 2026, la production de boissons gazeuses et alcoolisées a affiché une quasi-stabilité (-0,1%) en rythme trimestriel. Les volumes se maintiennent ainsi à un niveau élevé, consolidant les gains du trimestre précédent qui avait été dynamisés par les festivités de fin d'année. En glissement annuel, en revanche, la production a reculé de 2,8%, du fait de l'absence d'événements majeurs comme au premier trimestre 2025 qui avait bénéficié d'un surcroît de demande lié à l'organisation de la campagne pour l'élection présidentielle.

- Farine

Pour le quatrième trimestre consécutif, l'indice de production de farine de blé demeure dans le rouge. En effet, la transformation de blé en farine a baissé de 4,0% par rapport au trimestre précédent. L'activité a été plombée par de nouveaux dysfonctionnements dans la chaîne d'approvisionnement. En glissement annuel, la perte est plus importante, soit 23,7%.

- Huile

La filière de l'huile rouge a enregistré une chute de 19,6% de sa production au cours du trimestre. Ce net repli s'explique par l'insuffisance de l'approvisionnement des unités de transformation en régimes de palme à cause de la baisse des rendements des plantations et ce, en dépit d'une demande bien orientée. En comparaison annuelle, l'activité affiche une régression de 11% par rapport au premier trimestre 2025.

Production de l'eau minérale, des boissons, du sucre et de la farine

	Evolution trimestrielle					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Agro-industries	-12,8%	19,6%	-3,2%	-8,5%		
Eau minérale	-2,2%	-5,6%	-10,1%	-8,0%	16,0%	-9,4%
Boissons gazeuses et alcoolisées	4,3%	1,2%	-4,8%	1,0%	-0,1%	-2,8%
Sucre	-25,3%	-3,8%	-23,9%			
Farine	5,1%	-5,0%	-11,0%	-5,9%	-4,0%	-23,7%
Huile brute	-15,6%	24,6%	-2,4%	-9,0%	-19,6%	-11,0%

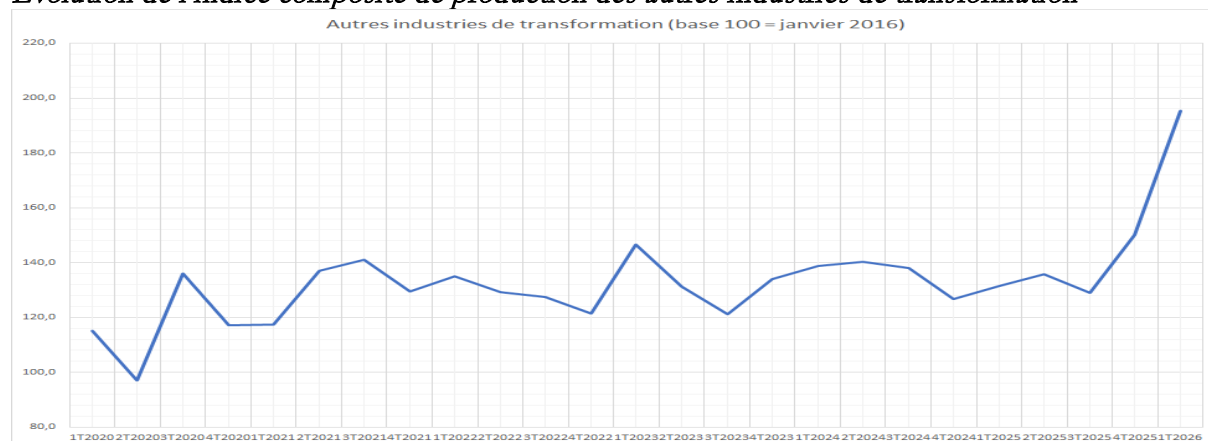
Source : DGEPP

II.5 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Les autres industries de transformation peinent à se redresser...

Au terme du premier trimestre 2026, l'Indice composite des autres industries de transformation a enregistré une progression de 30,3% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution de l'activité est principalement imputable à la contribution favorable des peintures et des tôles.

Evolution de l'indice composite de production des autres industries de transformation



Source : DGEPP

S'inscrivant dans cette même dynamique expansive, l'Indice enregistre une forte croissance de 48,5% en glissement annuel. Cette nette progression est expliquée par les contributions positives des peintures et des tôles.

- **Ciment**

Au premier trimestre 2026, l'indice de production de ciment s'est replié de 4,2%, essentiellement imputable aux difficultés opérationnelles rencontrées par l'un des opérateurs. Sur le plan commercial, les ventes affichent une bonne résilience en dépit de la concurrence active du secteur informel. En glissement annuel, la production accuse toutefois une chute plus marquée de 31,6%.

- **Gaz industriels**

Au cours du premier trimestre 2026, la production de gaz industriels a enregistré une chute sévère de 41,7%. Ce décrochage est la conséquence directe d'un tarissement de la demande, principalement émanant des secteurs de la métallurgie et des mines, qui constituent les principaux débouchés de cette filière.

- **Peintures**

À l'inverse de la tendance globale, la production de peintures a augmenté de 12,9% au cours du premier trimestre 2026, soutenue par la robustesse des carnets de commandes. Cette dynamique positive s'accélère en glissement annuel, avec une croissance vigoureuse de 24,0%.

- **Tôles**

Enfin, le segment de la production de tôles a connu une forte accélération de son activité, affichant une progression de 53,7% au terme du premier trimestre. Cette dynamique favorable a été soutenue par la bonne tenue du carnet de commandes et ce, en dépit d'un marché fortement concurrentiel marqué par la montée en puissance du secteur informel.

Production des autres industries de transformation

	Evolution trimestrielle					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Indice Composite	3,8%	3,3%	-5,0%	16,2%	30,3%	48,5%
Peinture	-11,6%	18,8%	11,7%	-17,3%	12,9%	24,0%
Gaz industriels	16,1%	-4,8%	5,4%	-5,8%	-41,7%	-44,9%
Tôles	5,0%	14,9%	4,5%	44,5%	53,7%	166,7%
Ciment	3,4%	-5,9%	-15,7%	-9,9%	-4,2%	-31,6%

Source : DGEPP

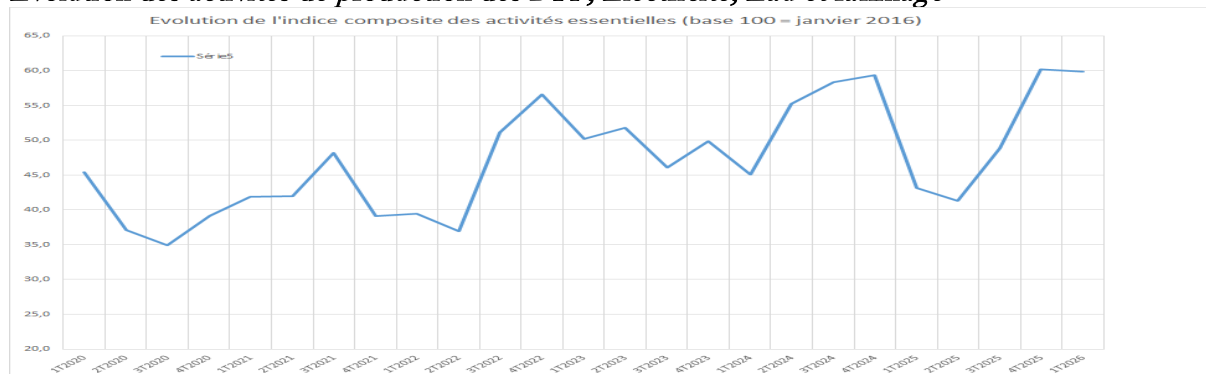
II.6 LE RAFFINAGE, ELECTRICITE, EAU ET BTP

Les activités essentielles chahutées malgré l'évolution des BTP...

Au premier trimestre 2026, l'activité a affiché une relative morosité. En glissement trimestriel, l'indice composite s'est contracté de 0,6%, en dépit de la bonne dynamique observée dans le secteur des BTP¹.

¹ Poids : 82% dans la construction de l'indice selon sa contribution dans la valeur ajoutée à partir des données de la comptabilité nationale (DCN/DGS) pour l'année 2016

Évolution des activités de production des BTP, Electricité, Eau et raffinage



Source : DGEPP

En revanche, comparativement à la même période de l'année précédente, l'activité maintient une trajectoire de croissance vigoureuse à +38,9%, une performance toujours portée par le dynamisme des BTP.

- Raffinage

Au terme du premier trimestre 2026, l'activité de raffinage de carburant a enregistré un léger fléchissement de 1,7% par rapport au trimestre précédent. Ce recul de la production est principalement imputable à des contraintes d'approvisionnement en matières premières qui ont limité les performances industrielles de l'usine.

- Electricité

La production d'électricité a enregistré un net recul de 13,2% en glissement trimestriel. Cette contraction s'explique par les nombreuses avaries ayant affecté l'outil de production, dans un contexte marqué par l'insuffisance des ressources allouées à la maintenance. Ces contraintes opérationnelles ont entraîné d'importants délestages tout au long de la période sous-revue.

- Eau

Au cours du premier trimestre 2026, l'indice de production d'eau a fléchi de 0,4%. Ce léger repli est imputable à des perturbations récurrentes de l'outil de production, provoquées par des délestages électriques ainsi que par des incidents techniques, notamment des fuites de garnitures mécaniques sur les groupes et des avaries sur les pompes de reprise.

- BTP

Le secteur des BTP affiche une progression de 7,7% de son chiffre d'affaires au premier trimestre 2026. Bien que positif, ce résultat marque un net ralentissement par rapport au trimestre précédent. Ce fléchissement de la croissance sectorielle s'explique principalement par l'achèvement de chantiers majeurs, tels que le Palais des Congrès de la Cité de la Démocratie. Toutefois, l'activité reste soutenue par la poursuite de projets structurants, notamment dans les infrastructures routières, les ouvrages d'art, l'énergie (barrage hydroélectrique) et les complexes administratifs.

Production des activités de production Electricité, Eau, BTP et raffinage

	Evolution trimestrielle					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Activités essentielles	-27,4%	-4,2%	18,4%	23,2%	-0,6%	38,9%
Raffinage	117,3%	-3,7%	5,3%	-14,9%	-1,7%	-15,2%
Eau	-3,5%	-0,3%	-0,8%	-2,4%	-0,4%	-3,8%
Electricité	27,1%	-1,0%	1,9%	-8,7%	-13,2%	-20,1%
Bâtiment et travaux publics	-56,5%	-9,9%	49,4%	61,8%	7,7%	134,8%

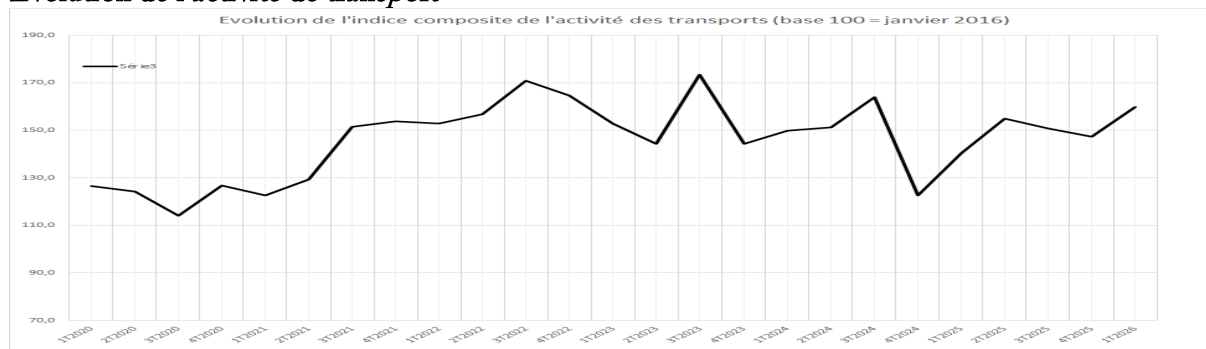
Source : DGEPP

II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

Le transport porté par les deux segments...

Au premier trimestre de l'année 2026, l'indice d'activité du secteur des transports s'est affermi de 8,5%, boosté à la fois par le transport aérien (+0,2%) et le fret ferroviaire (+11,4%)². Rapporté à la même période de l'an dernier, la progression est plus marquée (+13,9%), les deux segments ayant une nouvelle fois contribué positivement.

Évolution de l'activité de transport



Source : DGEPP

- Transport aérien

Au premier trimestre 2026, le transport aérien de passagers a affiché une très légère progression de son indice à 0,2% par rapport au trimestre précédent. Ce frémissement est consécutif au rattrapage d'activité effectué après un trimestre marqué par de faibles déplacements enregistrés dans l'aviation commerciale. En glissement annuel, l'activité a affiché une hausse de 1,5% confortée par une augmentation de la flotte et l'ouverture de nouvelles lignes domestiques.

- Transport ferroviaire

Le fret ferroviaire a enregistré une nette reprise au premier trimestre 2026, rompant avec deux trimestres consécutifs de contraction. Le volume des marchandises acheminées a ainsi progressé de 11,4%, grâce à l'amélioration des conditions d'exploitation du réseau résultant de la mise en œuvre du Programme de Remise à Niveau (PRN).

Activité de transports

	Evolution trimestrielle					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Transport	14,5%	10,3%	-2,7%	-2,2%	8,5%	13,9%
Aérien	2,1%	0,1%	5,5%	-4,0%	0,2%	1,5%
Ferroviaire	19,8%	14,1%	-5,3%	-1,6%	11,4%	18,4%

Source : DGEPP

II.8. LES TELECOMMUNICATIONS

La téléphonie se détériore...

Au premier trimestre 2026, l'indice du chiffre d'affaires de la téléphonie a reculé de 6,2%. Cette contraction de l'activité provient de l'érosion continue des revenus du segment "Voix", couplée à une baisse des services data et de l'internet haut débit, dans un contexte de restriction des réseaux sociaux.

² Poids du ferroviaire 61% dans la construction de l'Indice selon les contributions VA obtenues de la DCN/DGS

Évolution de la téléphonie



Source : DGEPP

En glissement annuel, le recul de l'activité apparaît toutefois plus contenu, avec une légère inflexion de 0,9%. Cette évolution demeure principalement imputable à la méforme du segment de la téléphonie, qui continue de peser sur la performance globale du secteur.

Activité de la téléphonie

	Evolution trimestrielle					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Téléphonie	-4,6%	2,5%	3,2%	-0,1%	-6,2%	-0,9%

Source : DGEPP

II.9 LE COMMERCE

- Commerce général structuré

Le commerce général structuré a amorcé un retournement au premier trimestre 2026, marqué par une baisse de 3,2% de son chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent. Ce fléchissement résulte de la conjonction de deux facteurs majeurs : l'atonie de la demande globale et l'impact de la fermeture de nombreuses structures du groupe CECA-GADIS.

- Commerce des produits pétroliers

Au cours du premier trimestre 2026, l'indice du négoce des produits pétroliers a enregistré une légère progression de 0,4%. Cette performance est portée par la stabilité de la demande en produits blancs, particulièrement soutenue pour les activités extractives (pétrole et mines) et le secteur du BTP. En glissement annuel, cette dynamique positive s'affirme davantage avec une croissance de 2,8% par rapport au premier trimestre 2025.

- Commerce des produits pharmaceutiques

Enfin, le commerce des produits pharmaceutiques a enregistré un repli de 4,8% au terme du premier trimestre 2026. Ce fléchissement de l'activité est imputable aux retards de paiement de la CNAMGS, dont l'impact négatif pèse lourdement sur la trésorerie des officines.

Activité des ventes dans le commerce

	Evolution trimestrielle					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Commerce	-2,4%	0,3%	-1,8%			
Commerce général structuré	-3,3%	1,4%	-2,4%	0,0%	-3,2%	-4,1%
Commerce des produits pétroliers	3,9%	-5,1%	2,8%	5,0%	0,4%	2,8%
Commerce des produits pharmaceutiques	-3,4%	-0,2%	-3,0%	4,7%	-4,8%	-3,4%

Source : DGEPP

II.10 LES SERVICES

- Services de réparation mécanique

Le secteur des services de réparation enregistre un repli de 7,9% au premier trimestre 2026. Cette contre-performance résulte de la conjonction de trois facteurs défavorables : un fléchissement de la demande globale, une pression concurrentielle accrue de la part du secteur informel et des tensions persistantes sur les circuits d'approvisionnement en pièces de rechange.

- Services aux particuliers

Le secteur des services rendus aux particuliers a reculé de 4,3% au premier trimestre 2026. Cette baisse d'activité est principalement imputable à la contre-performance du segment des jeux en ligne. Ce dernier a été directement affecté par les restrictions d'accès à la connexion internet, dont les limitations ont également pesé sur la dynamique globale du commerce électronique.

- Hôtellerie

Enfin, l'activité des hôtels de standing international a fléchi de 25,7% par rapport au trimestre précédent, pénalisée par un net fléchissement du segment "MICE" (séminaires, conférences, ateliers). Ce repli traduit un effet de saisonnalité mécanique : après un quatrième trimestre traditionnellement dynamisé par les festivités de fin d'année, le premier trimestre marque une phase de normalisation de l'activité.

Activité des services

	Evolution trimestrielle					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Indicateur Composite des Services	27,3%	-2,8%	-39,2%	44,8%		
Réparation mécanique	-12,5%	10,5%	1,6%	2,1%	-7,9%	5,5%
Particuliers	17,7%	1,7%	-0,6%	1,3%	-4,3%	-2,1%
Hôtels	17,0%	-20,7%	1,1%	20,6%	-25,7%	-28,1%

Source : DGEPP

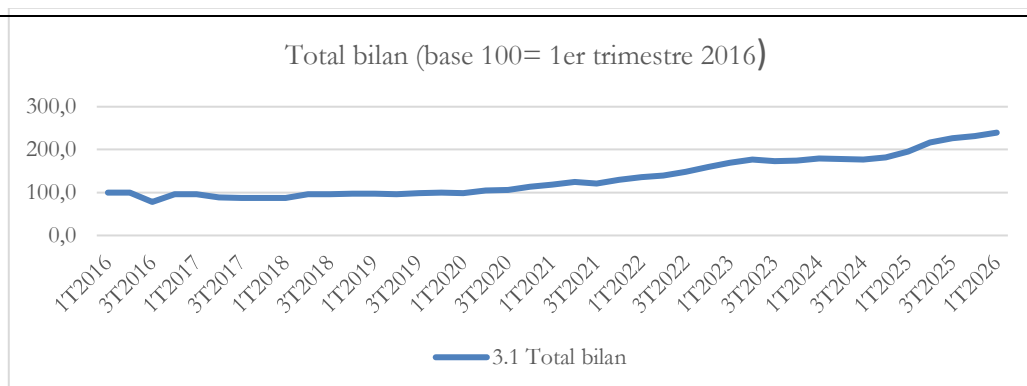
II.11. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.11-1 L'Analyse bilancielle

Au premier trimestre 2026, le total bilan des banques gabonaises a affiché une hausse de 3,7% par rapport au trimestre précédent, du fait notamment du renforcement des dépôts et des capitaux propres (+5,4%).

Sur le trimestre, les crédits bruts distribués, quant à eux, se sont raffermis de 3,8%. Ainsi, la couverture des crédits par les dépôts s'est établie à 125,3% contre 126,2% trois mois auparavant, ce qui représente une baisse de l'excédent de ressources dégagé par le système bancaire dans ses opérations avec la clientèle.

Les créances en souffrance, qui ont représenté 9,1% du total des crédits bruts contre 9,7% le trimestre précédent, ont baissé de 3,0%, soit une amélioration de la qualité apparente du portefeuille.



Evolution de la situation bilancielle

	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
DEPOTS DE LA CLIENTELE	4,0%	9,5%	-2,5%	-2,9%	3,0%	6,7%
Crédits bruts	-13,0%	7,2%	14,4%	5,3%	3,8%	34,1%
Créances en souffrance	4,8%	15,7%	-3,7%	3,9%	-3,0%	12,4%
CAPITAUX PERMANENTS	8,8%	-7,4%	6,3%	8,2%	5,4%	12,3%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	47,3%	3,7%	-17,2%	-45,4%	-7,5%	-56,6%
TOTAL DU BILAN	7,8%	10,7%	4,3%	2,2%	3,7%	22,4%

Source : DGEPPF

II.11.2 Les opérations avec la clientèle

II.11.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées auprès de la clientèle se sont raffermies de 3% sur le trimestre en raison de l'accroissement de 18,6% des ressources à terme qui ont représenté 21,2% du total des dépôts. Les ressources à vue, pour leur part, ont baissé de 1,1%.

Sur un an, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 6,7%, notamment du fait de l'accroissement de 29,6% des ressources à terme et des comptes de dépôts à régime spécial. Pour leur part, les dépôts des autres comptes et dettes rattachées ont augmenté de 2,6% sur la période sous-revue.

	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
Ressources à vue	6,6%	10,8%	-7,1%	-1,1%	-1,1%	0,8%
Ressources à terme	-7,0%	9,2%	12,5%	-11,0%	18,6%	29,6%
Autres comptes et dettes rattachées	11,1%	-6,2%	10,8%	3,3%	2,6%	10,2%

Source : DGEPPF

A la fin du premier trimestre 2026, les dépôts du secteur privé, qui ont représenté 76% du total des dépôts, ont augmenté de 1,6% par rapport au trimestre précédent et les dépôts publics se sont consolidés de 12,4%, nonobstant une baisse de 22,5% sur douze mois.

A contrario, les dépôts des entreprises publiques, qui ont augmenté de 73,2% en glissement annuel, ont baissé de 2,1% sur le trimestre. Les dépôts des non-résidents, qui ont représenté 6,1% du total des dépôts, se sont raffermis de 22,2% sur trois mois.

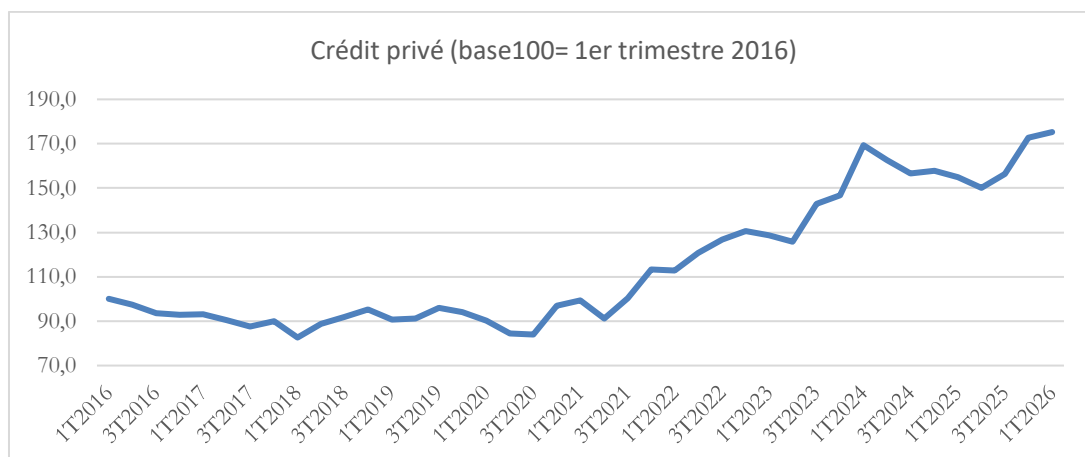
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
Dépôts publics	17,3%	-31,2%	22,2%	-18,0%	12,4%	-22,5%
Dépôts des entreprises publiques	1,0%	124,8%	-23,0%	2,2%	-2,1%	73,3%
Dépôts privés	1,5%	8,1%	6,9%	-8,6%	1,6%	7,2%
Dépôts des non-résidents	16,8%	23,1%	-30,4%	-9,0%	22,2%	-4,7%
Dépôts non ventilés	11,1%	-6,2%	10,8%	3,3%	2,6%	10,2%

Source : DGEPPF

II.11.2.2 Les crédits distribués

Durant le trimestre sous revue, les crédits distribués au secteur privé (76,6% du total des crédits), principal moteur de l'activité économique, ont augmenté de 1,4%, après une hausse de 10,5% enregistrée au cours du trimestre précédent.

L'encours des crédits accordés à l'Etat a augmenté de 8,3% après une baisse de 35% trois mois plus tôt, tandis que ceux accordés aux entreprises publiques, qui ont représenté 7,4% du total des crédits consentis, ont augmenté de 3,7%. Les crédits aux non-résidents ont augmenté de 2,9% et la baisse de l'encours des opérations de crédit-bail s'est poursuivie avec un recul de 30,4% sur le trimestre.



L'analyse de l'évolution des crédits bruts fait ressortir cinq secteurs qui ont concentré 63% des crédits distribués. Il s'agit de la production et la distribution d'électricité et de gaz, les activités extractives, les autres activités de services N.C.A., les activités d'administrations publiques et l'agriculture, sylviculture, pêche.

	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
Crédits à l'État	-80,0%	74,7%	267,1%	-35,0%	8,3%	351,9%
Crédits aux entreprises publiques	-48,9%	993,9%	-5,0%	10,8%	3,7%	1093,5%
Crédits au secteur privé	-1,7%	-3,2%	4,2%	10,5%	1,4%	13,1%
Crédits aux non-résidents	-1,6%	-0,7%	8,6%	18,8%	2,9%	31,7%
Encours financier des opérations de crédit-bail	56,2%	-12,1%	12,2%	-8,0%	-30,4%	-36,8%
Autres créances	-78,5%	14,0%	23,0%	68,9%	126,9%	437,2%

Source : DGEPI

II.12 LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE

Les établissements de microfinance ont maintenu la dynamique de croissance de leurs activités durant le premier trimestre 2026, en termes de recapitalisation des fonds propres, d'octroi de crédits et de mobilisation de l'épargne.

Evolution des ressources et des emplois (en milliards de FCFA)

	Évolutions trimestrielles					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Fonds Propres	24,7%	-3,6%	7,8%	-3,5%	12,2%	12,5%
Dépôts collectés	4,1%	6,1%	4,4%	0,7%	0,8%	12,4%
Encours de crédit	1,9%	-1,9%	5,5%	-1,1%	2,2%	4,6%
Nbre de clients	7,1%	3,1%	-0,4%	2,0%	4,1%	9,0%
Effectifs	-7,1%	3,4%	4,2%	9,7%	-0,8%	17,1%
Agences	0,0%	3,7%	1,8%	9,6%	0,0%	15,7%

Source : DGEPP/EMF

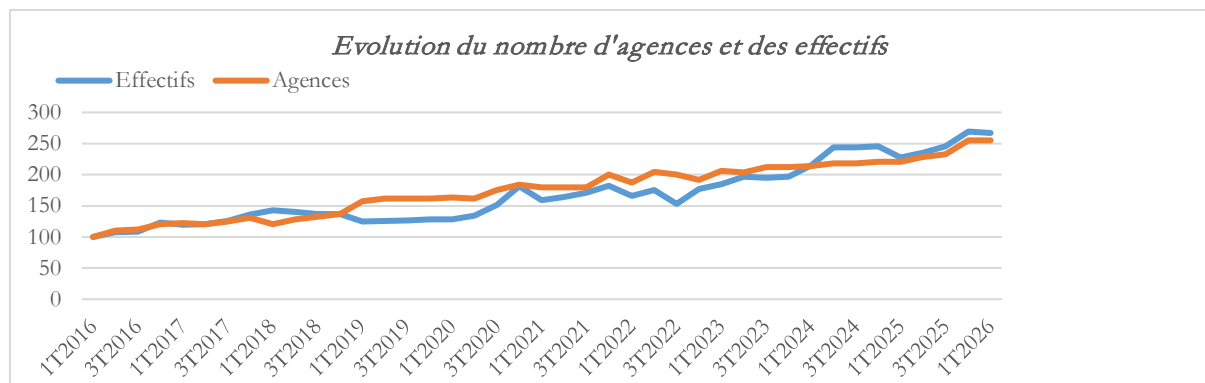
II.12.1. La configuration et la couverture du secteur

La configuration du secteur est restée la même comparée au trimestre dernier. En glissement annuel, il est ressorti une amélioration de la couverture du réseau des EMF de 15,7%.

II.12.2. La clientèle et l'emploi des EMF

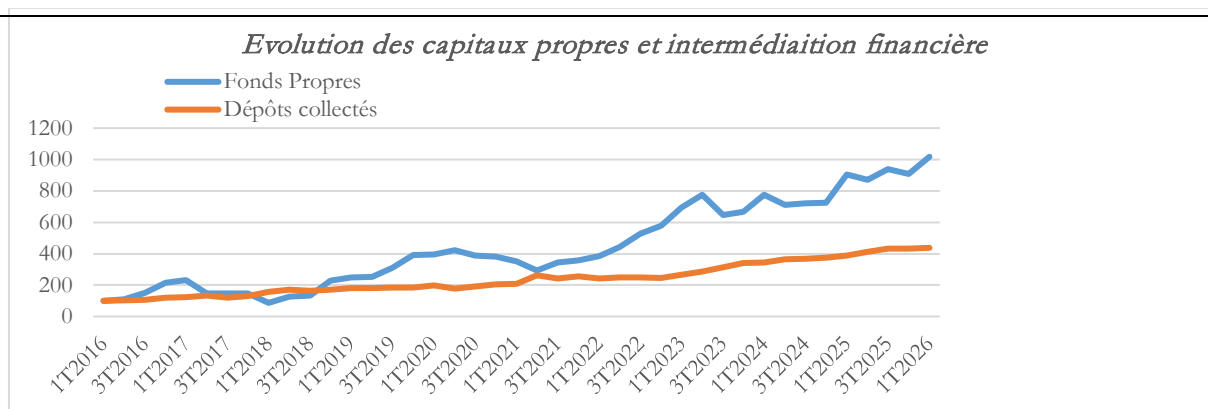
Le portefeuille clients des EMF s'est relevé de 4,1% au terme premier trimestre 2026. En glissement annuel, cet indice s'est consolidé de 9,0%, traduisant une bancarisation plus importante des résidents actifs, notamment les agents publics.

Le niveau général de l'effectif du secteur a légèrement régressé de 0,8%. Comparé à l'année 2025 à la même période, le nombre d'employés s'est amélioré de 17,1%.

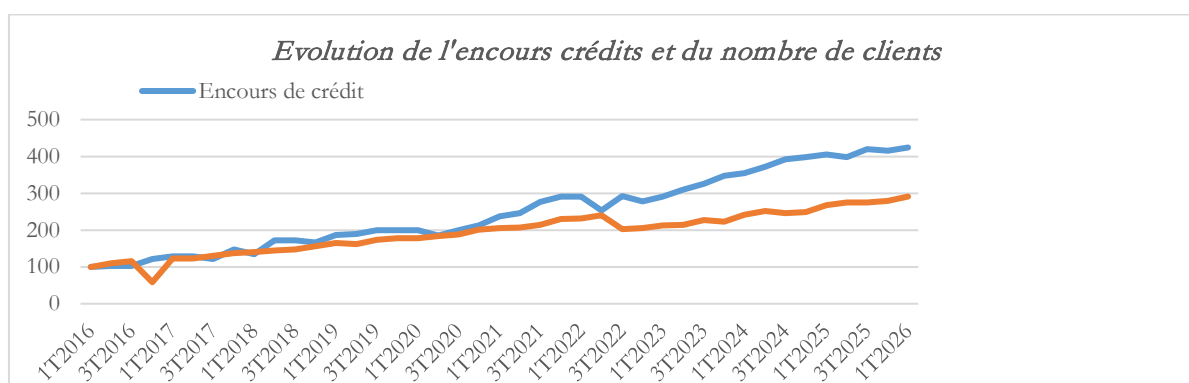


II.12.3. Les capitaux propres et intermédiation financière

Au premier trimestre 2026, on enregistre un accroissement des fonds propres de 12,2% traduisant les efforts de recapitalisation entamés par plusieurs sociétés anonymes du secteur depuis plus d'un an (soit 12,5% en glissement annuel).



Dans le même temps, l'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître une embellie de l'activité en glissement annuel et une quasi stabilité au terme de la période d'analyse. En effet, les dépôts se sont consolidés de 12,2% en glissement annuel et de 0,8% en glissement trimestriel. L'analyse par type de dépôts fait ressortir une prépondérance des dépôts à vue qui représentent 75% de l'ensemble des dépôts.



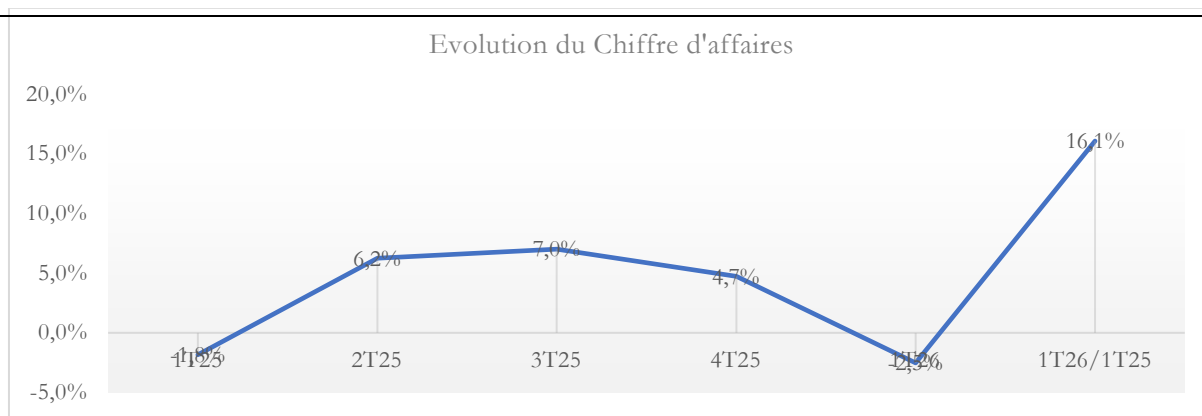
Sur la même période, l'indice de distribution des crédits a enregistré une hausse de 2,2% après la baisse observée le trimestre précédent (-1,1%), en réponse à la prudence accrue des leaders du secteur face à un niveau élevé de créances impayées lié à l'endettement des agents publics. En glissement annuel, l'offre de crédit s'est affermie de 4,6%.

II.12.4. La structure des taux

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle était en décembre 2025, malgré une forte concurrence entre les établissements. Ainsi, les taux créditeurs varient de 4,5% à 5% et les taux débiteurs de 14 à 24% par an.

II.13 LE MOBILE MONEY

Au 31 mars 2026, l'activité de Mobile Money est marquée par une baisse du chiffre d'affaires de 2,5% et du nombre de ses transactions financières électroniques de 0,2% comparativement au 31 décembre 2025. Toutefois, en glissement annuel, la tendance est haussière et affiche un chiffre d'affaires qui s'est accru de 16%, ainsi qu'une croissance du nombre de transactions financières électroniques de 11,9%.



Indicateurs	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
Chiffre d'affaires	-1,8%	6,2%	7,0%	4,7%	-2,5%	16,1%

Sources : Airtel money/Moov money/Clikpay/AFG Mobile/BGFI Mobile

II.13.1. Les souscripteurs

Au premier trimestre 2026, le nombre total des comptes de monnaie électronique a augmenté de 5%. Les comptes actifs ont affiché une progression de 1%. De même, les comptes non actifs ont connu une hausse de 7%.

II.13.2. Les transactions mobiles money

Les transactions par mobile money (dépôts, retraits, transferts nationaux et transferts zone CEMAC), ont enregistré une baisse, tandis que les paiements et les transferts internationaux ont affiché des tendances positives. Ainsi, au 31 mars 2026, le nombre de transactions a baissé de 0,2% au premier trimestre. Cependant, en glissement annuel, le nombre de transactions a progressé de 11,9%.

Indicateurs	Evolutions trimestrielles					
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
Nombre de Transactions	-0,7%	3,3%	3,6%	4,8%	-0,2%	11,9%

Sources : Airtel money/Moov money/Clikpay/AFG Mobile/BGFI Mobile

II.13.3. Les Produits Mobile Money

Les dépôts et les retraits ont connu respectivement un recul en glissement trimestriel de 7,7% et 6,9% respectivement, mais sont restés positifs en glissement annuel (+8,8% et +11,1%).

Les paiements, quant à eux, ont progressé de 7,3% en glissement trimestriel et de 29,3% en glissement annuel.

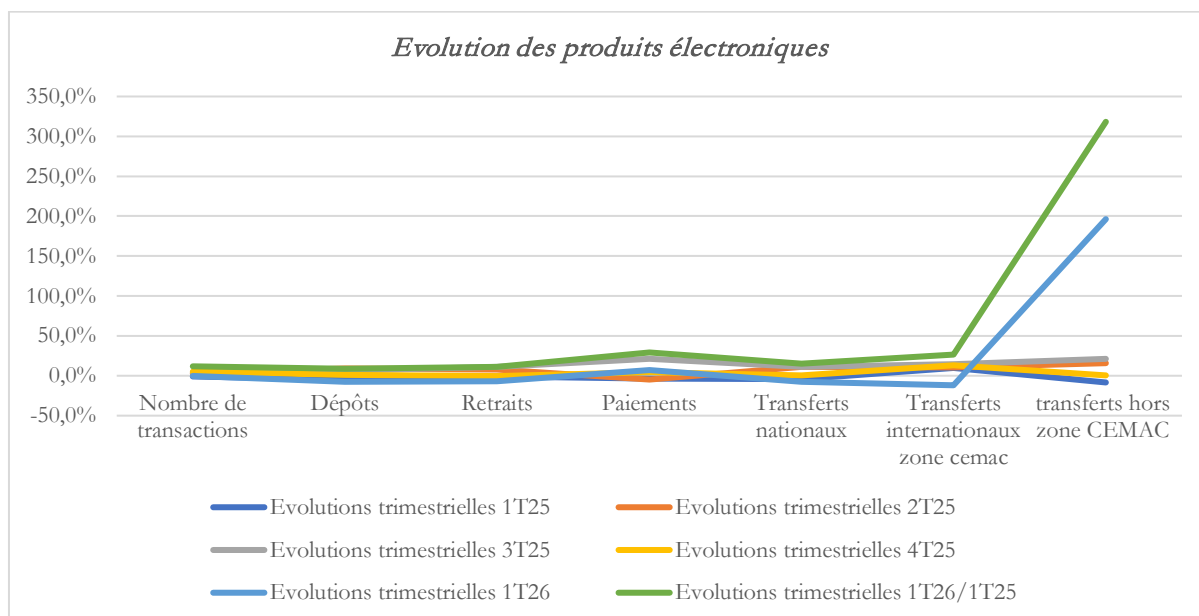
Les transferts nationaux ont enregistré une baisse de 7,3% en glissement trimestriel. Toutefois, ils ont connu une croissance de 15,4% en glissement annuel. De même, les transferts dans la zone CEMAC ont baissé au trimestre (-11,9) et progressé de 26,3% en glissement annuel.

Les transferts internationaux³ ont enregistré une hausse exponentielle aussi bien en glissement trimestriel (+196,3%) qu'en glissement annuel (+318,3%), cette embellie est liée l'augmentation des transactions avec les pays destinataires.

³ Les transferts internationaux concernent tous les pays hors zone CEMAC.

Indicateurs	Evolutions trimestrielles					
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
Dépôts	-4,6%	9,0%	6,7%	1,3%	-7,7%	8,8%
Retraits	-1,2%	7,9%	11,0%	-0,4%	-6,9%	11,1%
Paiements	-3,8%	-4,8%	21,2%	4,4%	7,3%	29,3%
Transferts nationaux	-4,2%	10,9%	11,4%	0,7%	-7,3%	15,4%
Transferts internationaux zone CEMAC	9,8%	10,5%	14,7%	13,1%	-11,9%	26,3%
Transferts hors zone CEMAC	-8,4%	15,8%	21%	1%	196,3%	318,3%

Source : Airtel money/Moov money/Clikpay/AFG Mobile/BGFI Mobile



II.14. LE SECTEUR DES ASSURANCES

Au premier trimestre 2026, le marché gabonais des assurances a affiché un chiffre d'affaires en chute de 48,6%, poursuivant ainsi le repli déjà observé le trimestre précédent (-5,8%). Cette situation résulte du renouvellement tardif de certains contrats d'assurance et de l'annulation d'autres. Ainsi, à fin mars 2026, la branche Non Vie affichait une baisse de 54,9%, tandis que la branche Vie enregistre une hausse de 8,7%. En glissement annuel, on constate une hausse de 7,7% du chiffre d'affaires.

Variations trimestrielles des différents agrégats

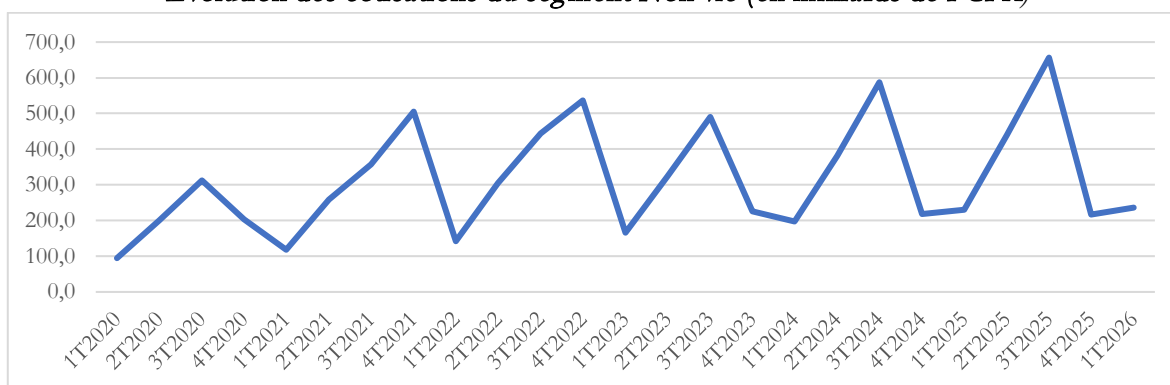
	Évolutions trimestrielles					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Chiffre d'affaires non vie	-60,8%	67,2%	22,4%	18,6%	-54,9%	9,4%
Chiffre d'affaires vie	5,9%	90,2%	49,5%	-67,0%	8,7%	2,0%
Chiffre d'affaires total	-54,5%	72,3%	29,0%	-5,8%	-48,6%	7,7%
Sinistres réglés non vie	-76,9%	121,5%	57,8%	26,1%	-73,4%	17,4%
Sinistres réglés vie	12,6%	73,5%	391,9%	-69,1%	-53,2%	23,6%
Sinistres réglés total	-67,4%	103,8%	162,5%	-29,8%	-68,1%	19,7%
Commissions versées non vie	-7,0%	0,6%	14,0%	25,4%	-58,2%	-39,8%
Commissions versées vie	733,3%	192,0%	-32,9%	14,3%	-75,0%	-44,0%
Commissions versées total	-4,3%	6,6%	10,0%	24,8%	-59,0%	-40,0%

Source : Compagnies d'Assurance

II.14.1. La Branche Non Vie

Le chiffre d'affaires de la branche Non Vie est fortement en recul de (-54,9%), contrastant avec la hausse enregistrée le trimestre précédent (-18,6%). Le non-renouvellement des certaines garanties des principaux produits de la branche (« Total Transports », « Maladie » et « Dommages aux biens ») explique ce ralentissement de l'activité assurantielle. Toutefois, en glissement annuel, le chiffre d'affaires s'est consolidé de 9,4%.

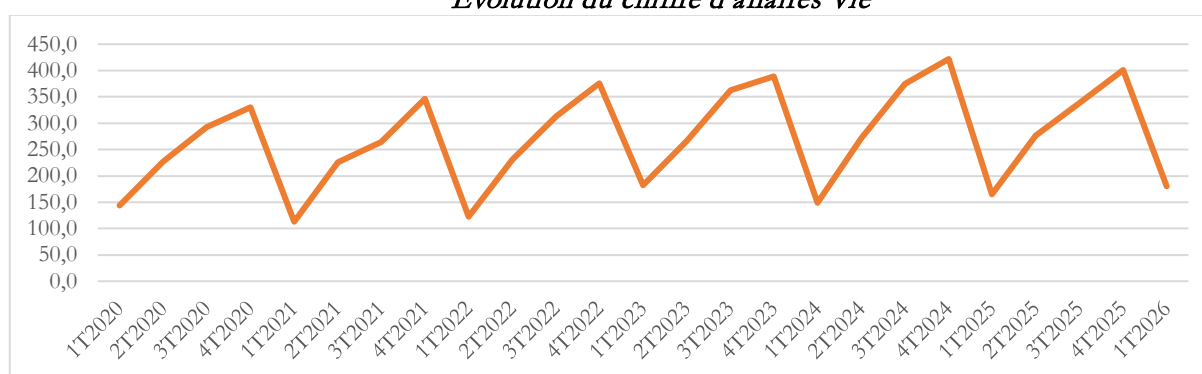
Evolution des cotisations du segment Non vie (en milliards de FCFA)



II.14.2. La Branche Vie et Capitalisation

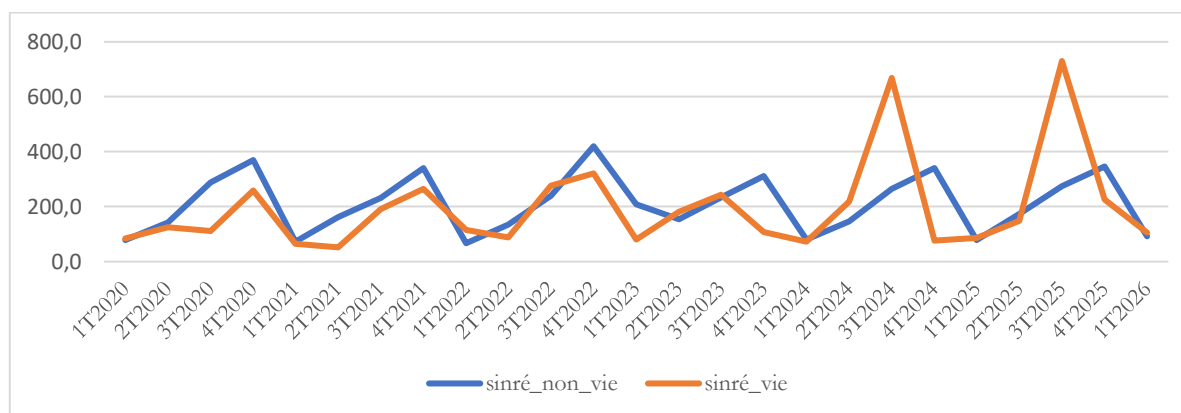
La Branche Vie enregistre un chiffre d'affaires en progression de 8,7% au premier trimestre 2026. Cette évolution se justifie par le dynamisme des produits vie que sont : « Epargne » (+103%) et « Mixte » (+106%). En glissement annuel, le chiffre d'affaires marque une hausse de 2%.

Evolution du chiffre d'affaires Vie



II.14.3. Les sinistres réglés

Au cours du premier trimestre 2026, on note une décélération de 68,1% de la charge totale des sinistres payés. Cette tendance est en partie due à la mauvaise tenue des sinistres réglés dans les deux (2) branches : « Non-Vie » et « Vie ».

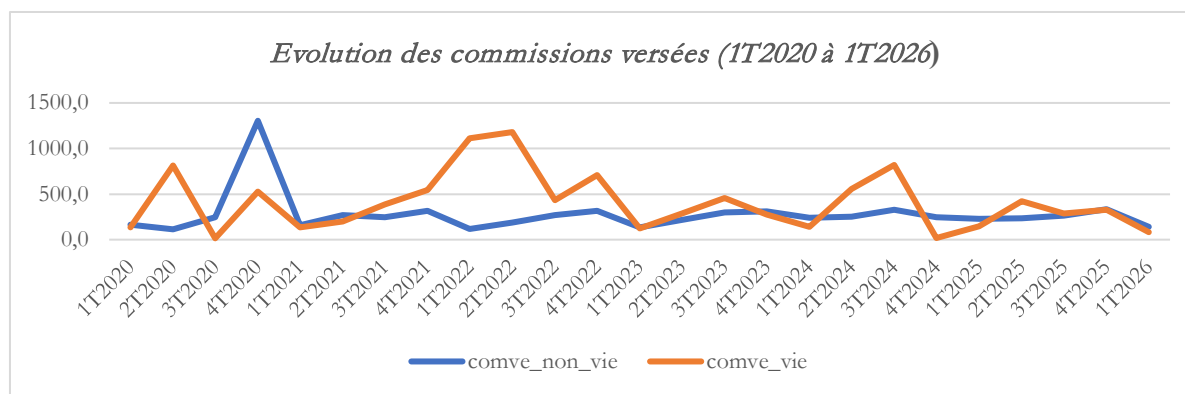


Les sinistres réglés en Non Vie sont en recul de 73,4% au premier trimestre 2026 contre une hausse trois mois auparavant (+26,1%). En glissement annuel, les sinistres réglés pour la branche Vie ont augmenté de 12,6%.

II.14.4. Les Commissions versées

Les commissions versées aux Courtiers d'assurance ont régressé de 59% au premier trimestre 2026 contre une tendance haussière observée trois mois plus tôt (+24,8%). Ce recul est aussi constaté

en glissement annuel, soit une forte baisse de 40%. Cette évolution se justifie par le développement des capacités commerciales propres des compagnies d'assurances via la création des nouveaux points de ventes au détriment des activités des compagnies de courtage.



En assurance Non Vie, la baisse observée sur les commissions versées est de 58,2% au premier trimestre 2026, contre une augmentation de 25,4% trois mois plus tôt. En glissement annuel, le recul s'est établi à -39,8%. Cette situation est consécutive aux dispositions prises par les compagnies d'assurance qui ont développé des bureaux directs et font désormais usage de la digitalisation aux services de leurs clientèle.

Parallèlement, les commissions versées au titre de l'assurance Vie reflètent aussi une tendance à la baisse assez significative (-75%) au terme du premier trimestre 2026. Sur l'année, la tendance se confirme avec une baisse de 44%.

III.1. L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Au premier trimestre 2026, malgré la persistance des pressions inflationnistes observées depuis le deuxième trimestre 2025, l'inflation demeure maîtrisée, s'établissant à -0,2% en glissement trimestriel. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est situé à 0,9% contre 1,4% à la même période en 2025. Cette évolution traduit les effets des mesures mises en œuvre par le Gouvernement pour maîtriser les prix des produits de première nécessité, notamment à travers le renforcement des contrôles relatifs à l'application de la nouvelle mercuriale.

III.1.1 Analyse par poste de consommation

La décélération des prix provient principalement de l'évolution favorable de la quasi-totalité des postes de consommation, notamment : « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,1%), « Transport » (-0,6%), « Logement eau, gaz, électricité, et autres combustible » (-0,8%) et « Articles d'habillement et chaussures » (-0,6%).

Les baisses enregistrées au niveau de ces différents postes traduisent l'impact des mesures gouvernementales. Parmi ces mesures, figurent la suspension pour une durée de 6 mois de certains prélèvements fiscaux et douaniers sur les produits de base, notamment les droits de douane, ainsi que le maintien de la subvention des produits pétroliers. Ces dispositions ont contribué à limiter les coûts de transports et à atténuer les pressions inflationnistes.

En revanche, certains postes de consommation ont continué d'enregistrer des pressions inflationnistes, c'est le cas de « Boissons alcoolisées et tabacs » (+2,0%), « Santé » (+0,4%), « Meubles, articles de ménage et d'entretien courant de la maison » (+0,2%), « Restaurants et hôtels » (+0,1%), ainsi que « Biens et services » (+0,3%).

Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Regroupements	Pond	Indice moyen					Glissement annuel (%)	Glissement trimestriel	
		2025	2025	2025	2025	2026		(En %)	
		T1	T2	T3	T4	T1		T4 2025/T3 2025 (1)	T1 2026 / T4 2025 (2)
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10000,0	114,0	114,6	115,2	115,3	115,1	0,9	0,1	-0,2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4029,0	120,8	122,0	123,1	123,0	122,9	1,8	-0,1	-0,1
<i>Céréales non transformées</i>	<i>484,4</i>	<i>115,8</i>	<i>119,9</i>	<i>123,5</i>	<i>124,9</i>	<i>124,1</i>	<i>7,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,6</i>
<i>Pains</i>	<i>143,6</i>	<i>115,5</i>	<i>122,4</i>	<i>126,1</i>	<i>127,1</i>	<i>124,8</i>	<i>8,0</i>	<i>0,8</i>	<i>-1,8</i>
<i>Bœufs</i>	<i>129,4</i>	<i>114,0</i>	<i>114,0</i>	<i>114,4</i>	<i>114,6</i>	<i>114,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>
<i>Volaille</i>	<i>325,8</i>	<i>130,0</i>	<i>131,6</i>	<i>130,5</i>	<i>129,1</i>	<i>128,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,2</i>
<i>Poissons frais</i>	<i>254,0</i>	<i>117,2</i>	<i>117,4</i>	<i>118,0</i>	<i>117,6</i>	<i>118,1</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,5</i>
<i>Poissons et autres produits séchés ou fumés</i>	<i>105,8</i>	<i>135,5</i>	<i>139,1</i>	<i>143,5</i>	<i>143,8</i>	<i>146,0</i>	<i>7,8</i>	<i>0,2</i>	<i>1,5</i>
<i>Huiles raffinées</i>	<i>420,0</i>	<i>97,5</i>	<i>96,6</i>	<i>96,5</i>	<i>96,8</i>	<i>96,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,2</i>
<i>Légumes frais en fruit ou racine</i>	<i>194,7</i>	<i>136,8</i>	<i>137,7</i>	<i>139,3</i>	<i>140,7</i>	<i>142,3</i>	<i>4,1</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>
<i>Légumes frais en feuilles</i>	<i>96,0</i>	<i>120,1</i>	<i>121,3</i>	<i>123,3</i>	<i>124,4</i>	<i>122,7</i>	<i>2,2</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,4</i>
<i>Tubercules. Plantain</i>	<i>205,3</i>	<i>125,4</i>	<i>125,0</i>	<i>127,2</i>	<i>121,9</i>	<i>120,5</i>	<i>-3,9</i>	<i>-4,2</i>	<i>-1,2</i>
Boissons alcoolisées et tabac	170,0	115,8	116,0	116,0	116,5	118,8	2,6	0,4	2,0
Articles d'habillement et chaussures	525,0	109,2	108,7	108,5	108,0	107,4	-1,6	-0,4	-0,6
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1543,0	105,0	104,8	105,3	106,1	105,3	0,3	0,8	-0,8
<i>Alimentation en eau</i>	<i>88,3</i>	<i>99,3</i>	<i>99,3</i>	<i>99,3</i>	<i>99,3</i>	<i>99,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Électricité</i>	<i>308,3</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Gaz</i>	<i>66,7</i>	<i>86,4</i>	<i>86,2</i>	<i>86,6</i>	<i>86,6</i>	<i>86,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	380,0	111,1	111,0	110,6	110,9	111,1	0,0	0,3	0,2
Santé	231,0	103,8	103,3	103,3	103,3	103,7	-0,1	0,0	0,4
Transports	813,0	116,2	117,7	118,6	120,2	119,5	2,9	1,4	-0,6
<i>Carburants et lubrifiants</i>	<i>248,3</i>	<i>94,2</i>	<i>94,5</i>	<i>95,6</i>	<i>97,2</i>	<i>97,5</i>	<i>3,5</i>	<i>1,6</i>	<i>0,3</i>
Communications	555,0	104,4	104,8	104,7	104,2	104,1	-0,3	-0,5	0,0
Loisirs et culture	459,0	106,2	106,4	105,2	105,3	105,4	-0,8	0,0	0,1
Enseignement	324,0	107,5	107,4	107,4	104,4	104,4	-2,9	-2,8	0,0
Restaurants et hôtels	588,0	112,3	111,9	112,2	112,7	112,8	0,5	0,5	0,1
Biens et services divers	383,0	111,7	112,0	112,9	114,5	114,8	2,8	1,5	0,3
Inflation sous-jacente	7701	113,0	113,4	113,6	113,6	113,3	0,3	0,1	-0,3
Energie	623	98,3	98,4	99,5	101,0	101,2	2,9	1,4	0,2
Produits frais	1676	125,7	127,3	129,0	128,5	128,4	2,1	-0,4	0,0

Sources : INS, DGEPP

III.1.2. L'analyse par nomenclature secondaire

L'analyse par secteur confirme la tendance baissière de l'inflation observée au premier trimestre 2026. En effet, tous les secteurs ont enregistré une baisse des prix. Par origine, les prix des produits importés et locaux ont fléchi respectivement de 0,1% et 0,2% au premier trimestre 2026.

En termes de durabilité, les prix des biens durables, semi-durables et les services ont diminué respectivement de 0,6%, 0,3% et 0,3%. À l'inverse, les prix des biens non durables ont enregistré une quasi-stabilité au premier trimestre 2026.

Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Regroupements		Pond	Indice moyen					Glissement annuel (%) 2025	Glissement trimestriel	
			2025	2025	2025	2025	2026		(En %)	
			T1	T2	T3	T4	T1		T4 2025/T3 2025 (1)	T1 2026 / T4 2025 (2)
Indice global		10 000	114,0	114,6	115,2	115,3	115,1	0,9	0,1	-0,2
Origine	Importé	3430	116,7	117,4	118,3	118,4	118,2	1,3	0,1	-0,1
	Local	6570	113,7	114,3	114,9	115,0	114,8	1,0	0,1	-0,2
Durabilité	Durable	335	113,2	113,4	113,6	112,8	112,1	-1,0	-0,6	-0,6
	Non durable	5144	117,5	118,4	119,5	119,6	119,7	1,8	0,1	0,028
	Semi-durable	701	109,7	109,5	109,7	110,2	109,9	0,2	0,5	-0,3
	Services	3820	108,6	108,8	108,7	108,8	108,4	-0,2	0,1	-0,3
Secteur	Primaire	1750	125,4	126,8	128,6	128,3	128,2	2,3	-0,3	-0,1
	Secondaire	4430	113,2	114,0	114,9	115,3	115,0	1,6	0,3	-0,2
	Tertiaire	3820	108,6	108,8	108,7	108,8	108,4	-0,2	0,1	-0,3

Sources : INS, DGEPP

III.2. L'EMPLOI PUBLIC

A fin mars 2026, les effectifs de secteur public ont enregistré une hausse de 0,1% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est soutenue par la Fonction Publique dont les effectifs continuent d'augmenter (+0,4%), malgré la baisse du personnel de la main d'œuvre non permanente. La poursuite des recrutements et des régularisations des situations administratives des agents de l'Etat explique cette situation.

Par ailleurs, en glissement annuel, l'emploi public a progressé de 4,1%, en lien avec la hausse des deux composantes de ce secteur.

Evolution de l'emploi dans le secteur public hors collectivités locales

	Evolution trimestrielle				Var
	2025			2026	T1 2026/T1 2025
	T2	T3	T4	T1	
Fonction Publique	0,6%	1,3%	2,5%	0,4%	4,3%
MONP	0,2%	2,3%	2,8%	-2,5%	2,7%
Total*	0,3%	1,4%	4,7%	0,1%	4,1%

Source : DGB * (sans collectivités locales)

III.2.1 La variation des effectifs par département

Les effectifs de la fonction publique ont augmenté de 0,4%, en raison des recrutements et des régularisations des situations administratives dans plusieurs Administrations.

Les départements ayant enregistré une hausse des effectifs sont l'Administration des Transports (+2,0%), l'Administration Sociale (+1,1%), l'Administration de l'Education (+0,8%) et les Pouvoirs Publics (+0,2%).

D'autres administrations, en revanche, ont enregistré une diminution de leurs effectifs, telles que l'Administration Economique (-0,1%), l'Administration du développement (-0,6%) et autres Administration (-5,6%). Cette baisse des effectifs résulte de l'effet conjugué des départs à la retraite et des décès, en dépit des créations d'emplois enregistrés sur la période.

Evolution des effectifs de la fonction publique par département

Départements	Evolution Trimestrielle				T1 2026/T12025
	2025			2026	
	T2	T3	T4	T1	
Pouvoir Public	0,3%	3,5%	5,1%	0,2%	9,1%
Adm. Générale	0,4%	-0,8%	1,1%	0,0%	0,3%
Adm. Economique	0,2%	1,7%	2,7%	-0,1%	4,4%
Adm. Du développement	0,5%	4,0%	-0,5%	-0,6%	2,8%
Adm. Des Transports	0,7%	6,6%	1,4%	2,0%	10,3%
Adm. De l'Education	1,0%	-0,2%	1,7%	0,8%	2,2%
Adm. Sociale	-1,9%	0,6%	1,3%	1,1%	3,0%
Autres	0,6%	-11,9%	-2,7%	-5,6%	-19,0%
Total	0,6%	1,3%	2,5%	0,4%	4,3%

Source : DGB

III.2.2 Effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente

A fin mars 2026, les effectifs de la main d'œuvre non permanente ont diminué de 2,5% comparativement au trimestre précédent. Cette baisse s'explique par trois facteurs que sont : les départs à la retraite, les changements de statuts et les décès enregistrés sur cette période.

III.3. LA MASSE SALARIALE

Au premier trimestre 2026, la masse salariale du secteur public (hors collectivités locales) a progressé de 1,1%. Cette évolution résulte de la hausse de la solde permanente (+1,6%) malgré la baisse de la Main d'Œuvre Non Permanente (-10,1%). En glissement annuel, les rémunérations du secteur public ont connu un accroissement de 5,4% suite à un renforcement de la solde permanente (+5,7%) et un léger repli de la MONP (-0,1%).

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de FCFA	Evolution Trimestrielle				T1 2026/T12025
	2025			2026	
	T2	T3	T4	T1	
Solde Permanente	1,0%	1,1%	1,9%	1,6%	5,7 %
MONP	-3,2%	2,7%	11,9%	-10,1%	-0,1%
Total	0,8%	1,2%	2,3%	1,1%	5,4%

Source : DGB

III.3.1. La solde permanente par Administration.

En glissement trimestriel, la masse salariale de la fonction publique s'est accrue de 1,6%, en lien avec l'effort budgétaire consenti pour assurer la régularisation des situations administratives (intégrations, avancements et reclassements), soit plus de 2000 actes administratifs. En effet, cette hausse est observée sur la quasi-totalité des départements. Durant cette période, un accent particulier a été mis sur le traitement des dossiers des agents de l'Éducation Nationale et des enseignants-chercheurs.

Evolution de la solde permanente par département

Départements	Evolution Trimestrielle				T1 2026/T12025
	2025			2026	
	T2	T3	T4	T1	
Pouvoirs Publics	1,5%	2,0%	3,9%	1,8%	9,4%
Adm. Générale	1,0%	0,3%	0,7%	0,2%	2,2%
Adm. Economique	1,1%	1,6%	2,0%	2,2%	7,1%
Adm. Du Développement	1,5%	1,7%	0,7%	-0,1%	3,9%
Adm. Des Transports	2,2%	4,8%	2,9%	2,9%	13,4%
Adm. De l'Education	0,6%	0,7%	1,0%	2,1%	4,4%
Adm. Sociale	0,0%	0,4%	0,9%	2,5%	3,8%
Autres	-3,2%	-4,7%	13,9%	-16,6%	-12,3%
Total	1,0%	1,1%	1,9%	1,6%	5,7%

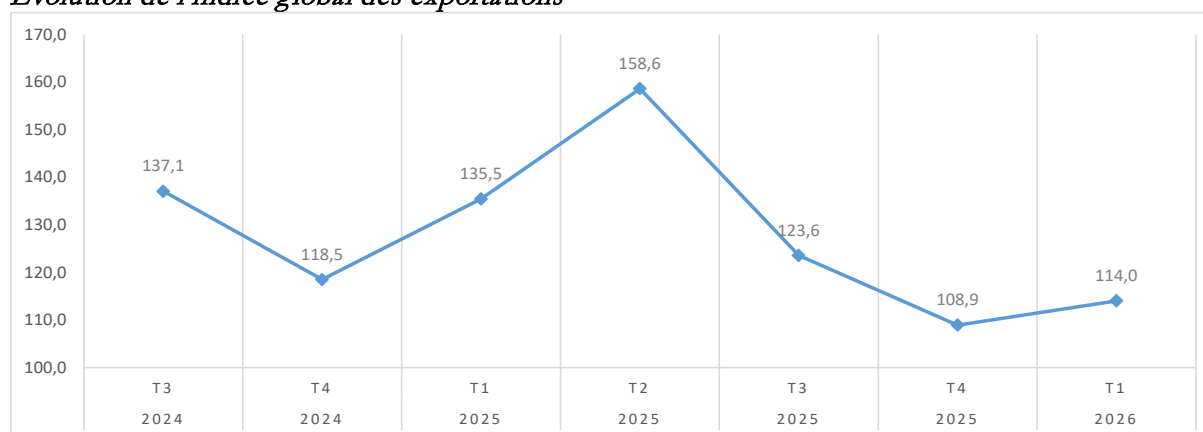
Source : DGB

III.4. LES INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

III.4.1 L'indice des valeurs des exportations

Au premier trimestre 2026, l'indice global de la valeur des exportations a progressé de 4,7% comparativement au trimestre précédent. En glissement annuel, il a fléchi de 15,8%.

Evolution de l'indice global des exportations



Sources : DGDDI/ DGEPPF

III.4.1.1 L'indice des valeurs des exportations par chapitre

La hausse de l'indice de la valeur des exportations à fin mars 2026 s'explique particulièrement par l'augmentation des valeurs des chapitres suivants : « Minerais, scories et cendres » (+150,1%), essentiellement le minerai de manganèse type RSD, « Bois, Charbons de bois et ouvrages en bois » (+27,6%), notamment avec les feuilles de placage & contreplaquées, et « Fonte, fer et acier. ».

Evolution de l'indice de la valeur des produits exportés

CHAPITRE	POND.	2025	2025	2025	2025	2026	Variations (%)	
		T1	T2	T3	T4	T1	1T2026 /4T2025	1T2026 /1T2025
INDICE GLOBAL	1000	135,5	158,6	123,6	108,9	114,0	4,7%	-15,8%
Poissons et crustacés, mollusques ...	0,06	130,9	38,0	26,0	111,3	0,3	-99,8%	-99,8%
Minerais, scories et cendres.	174,41	273,8	121,7	185,8	125,0	312,7	150,1%	14,2%
Minerais de manganèse type RSD (ROCHEUX)	133,66	357,2	158,8	242,5	163,2	408,0	150,1%	14,2%
Combustibles minéraux, huiles minérales...	714,44	111,8	181,8	117,4	113,2	69,9	-38,2%	-37,5%
huiles brutes de pétrole	707,61	112,8	183,6	118,6	114,3	70,6	-38,2%	-37,5%
Carbureacteurs(de type essence ou pétrole lampant)	6,83	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc.	2,17	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0		0,0%
Bois, Charbons de bois et ouvrages en bois.	89,78	76,7	82,6	79,7	68,8	87,8	27,6%	14,4%
bois tropicaux,autres que du 44072901 à 37,scié,épais..	48,29	104,4	105,6	94,6	88,7	111,1	25,2%	6,4%
Feuilles de placage,de contre-plac.& bois; epais.<=6m..	25,57	0,00	0,00	0,00	0,05	0,77		
bois de Padauk, scié d'une épaisseur > 6mm	5,01	44,5	89,0	113,6	71,6	85,2	19,0%	91,6%
Bois contre plaques ndnr dans le 4412	3,99	278,3	328,2	416,8	290,6	397,5	36,8%	42,8%
Fonte, fer et acier.	7,12	97,8	11,4	6,3	7,7	198,0		
Ferro-silico-manganèse	7,11	97,8	11,3	6,2	7,6	198,2		
Cuivre et ouvrages en cuivre.	0,18	100,0	101,0	102,0	103,0	104,0	1,0%	4,0%
Aluminium et ouvrages en aluminium.	0,11	292,7	2,8	52,6	46,9	163,9		-44,0%
Plomb et ouvrages en plomb.	0,08	15,8	261,8	391,7	194,4	15,6	-92,0%	-1,0%
Autres métaux communs; cermets...	11,65	0,00077	0,00083	0,00041	0,00061	0,00001	-98,4%	-98,7%
Manganèse et ouvrages en manganèse, déchets et débris	11,65	0,00077	0,00083	0,00041	0,00061	0,00001	-98,4%	-98,7%
Meubles; mobiliers medico chirurgical...	0,01	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		

Sources : DGDDI, DGEPPF

III.4.1.2 L'indice des valeurs des exportations par section

L'accroissement de l'indice de la valeur des produits exportés à fin mars 2026 est imputable aux produits des sections « Produits minéraux. » (+1,8%), « Bois, charbon de bois et ouvrages en bois » (+27,6%) et « Métaux communs et ouvrages en ces métaux ».

Evolution de l'indice de produits exportés en valeur

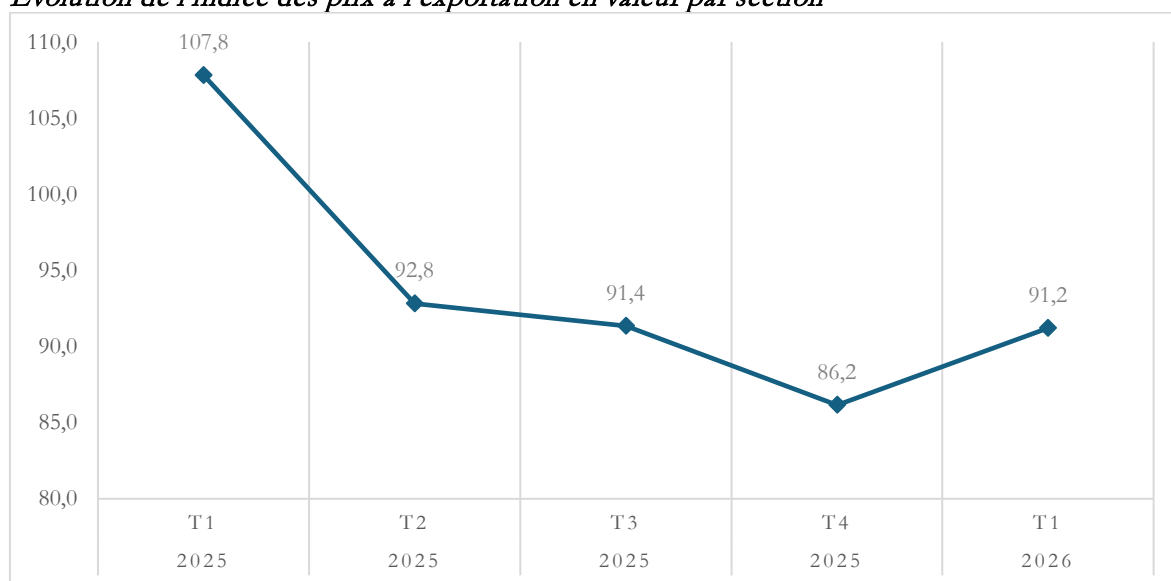
SECTION	POND.	2025	2025	2025	2025	2026	Variations (%)	
		T1	T2	T3	T4	T1	1T2026 / 4T2025	1T2026 / 1T2025
INDICE GLOBAL	1000	135,5	158,6	123,6	108,9	114,0	4,7%	-15,8%
Animaux vivants et produits du règne animal.	0,06	130,9	38,0	26,0	111,3	0,3	-99,8%	-99,8%
Produits minéraux.	888,85	143,5	170,0	130,9	115,5	117,5	1,8%	-18,1%
Matières plastiques et ouvrages...	2,17	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0		0,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois...	89,78	76,7	82,6	79,7	68,8	87,8	27,6%	14,4%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux.	19,13	39,0	5,3	4,3	4,0	75,6		93,6%
Marchandises et produits divers.	0,01	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		

Sources : DGDDI, DGEPP

III.4.1.3 L'indice des prix à l'exportation

En glissement trimestriel, l'indice des prix à l'exportation a progressé de 5,9%. En glissement annuel, les prix à l'exportation ont fléchi de 15,4% par rapport à fin mars 2025.

Evolution de l'indice des prix à l'exportation en valeur par section



Sources : DGDDI, DGEPP

Le raffermissement de l'indice des prix à l'exportation durant le premier trimestre 2026 a été conforté par la hausse des prix des produits « Minerais, scories et cendres » (+0,1%), « Bois, Charbons de bois et ouvrages en bois. » (+34,9%) et produits « Fonte, fer et acier. » (+5,8%).

Evolution de l'indice des prix de produits exportés

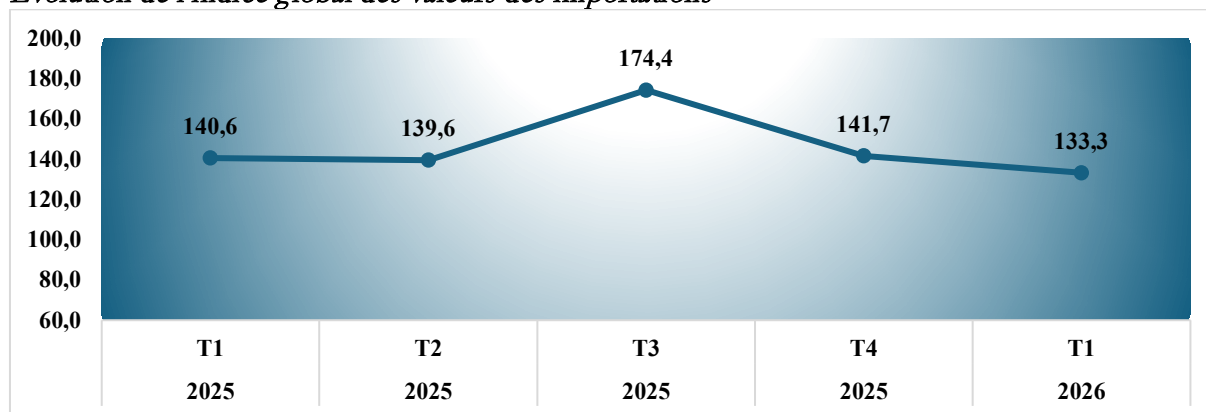
IPCE BASE 100=2018	POND	2025	2025	2025	2025	2026	Variations (%)	
		T1	T2	T3	T4	T1	1T2026 / 4T2025	1T2026 / 1T2025
INDICE GLOBAL	1000	107,8	92,8	91,4	86,2	91,2	5,9%	-15,4%
Poissons et crustacés, mollusques ...	0,06	206,7	154,8	83,8	186,5	51,5	-72,4%	-75,1%
Minerais, scories et cendres.	174,41	68,9	68,5	68,0	69,0	69,1	0,1%	0,2%
Minerais de manganèse type RSD (ROCHEUX)	133,66	89,9	89,4	88,7	90,0	90,1	0,1%	0,2%
Combustibles minéraux, huiles minérales...	714,44	117,9	99,1	97,5	89,9	90,0	0,1%	-23,7%
huiles brutes de pétrole	707,61	119,0	100,0	98,5	90,7	90,9	0,1%	-23,7%
Carbureacteurs (de type essence ou pétrole lampant)	6,83	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc.	2,17	137,5	0,0	0,0	0,0	0,0		-100,0%
Bois, Charbons de bois et ouvrages en bois.	89,78	101,3	103,4	99,5	100,1	135,0	34,9%	33,3%
bois tropicaux, autres que du 44072901 à 37, scié, épais...	48,29	150,5	152,0	142,9	147,6	148,6	0,7%	-1,3%
Feuilles de placage, de contre-plac. & bois; épais. <= 6mm.	25,57	0,0	0,0	0,0	0,0	118,3		
bois de Padouk, scié d'une épaisseur > 6mm	5,01	114,7	137,8	168,9	143,7	144,6	0,6%	26,0%
Bois contre plaques ndnr dans le 4412	3,99	82,8	81,1	77,8	80,0	82,1	2,7%	-0,8%
Fonte, fer et acier.	7,12	96,9	93,5	101,8	88,1	93,2	5,8%	-3,8%
Ferro-silico-manganèse	7,11	97,0	93,6	101,9	88,1	93,2	5,8%	-3,9%
Cuivre et ouvrages en cuivre.	0,18	0,0	0,0	0,0	0,0	10022,6		
Aluminium et ouvrages en aluminium.	0,11	117,9	78,8	121,4	121,4	47,7	-60,7%	-59,5%
Plomb et ouvrages en plomb.	0,08	113,6	121,1	124,3	121,2	113,9	-6,0%	0,3%
Autres métaux communs; cermet...	11,65	115,4	0,8	0,4	13,5	13,3	-1,6%	-88,5%
Manganèse et ouvrages en manganèse, déchets et débris	11,65	115,4	0,8	0,4	13,5	13,3	-1,6%	-88,5%
Meubles; mobiliers médico chirurgical...	0,01	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		

Sources : DGDDI, DGEPP

III.4.2. L'indice des valeurs des importations

L'indice global des importations au premier trimestre 2026 a connu une baisse de 5,9% comparativement au quatrième trimestre de l'année précédente. En glissement annuel, il a régressé de 5,2%.

Evolution de l'indice global des valeurs des importations



Sources : DGDDI, DGEPP

III.4.2.1 L'indice des valeurs des importations par chapitre

La diminution de l'indice global des importations (-5,9%) s'explique par la baisse des achats relevant des chapitres « Poissons et crustacés, mollusques ... » (-100,0%) ; « Céréales » (-21,6%) ; « Produits pharmaceutiques. » (-18,9%) et « Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc. » (-35,4%).

Evolution de l'indice des valeurs des importations

CHAPITRE	POND	2025				2026	Variations (%)	
		T1	T2	T3	T4	T1	1T2026 /4T2025	1T2026 /1T2025
INDICE GLOBAL	1000	140,6	139,6	174,4	141,7	133,3	-5,9%	-5,2%
Poissons et crustacés, mollusques ...	35,55	0,0	0,0	0,0	41,5	0,0	-100,0%	
Lait et produits de la laiterie; oeufs; miel ...	63,13	95,0	96,0	97,0	98,0	99,0	1,0%	4,2%
Lait en poudre ou granulé sucré,édulcoré, teneur en poids mat.gr > 1.5%	20,08	91,4	107,6	139,8	109,5	74,2	-32,3%	-18,8%
Lait,creme de lait solide.non sucre,ni edulcoré tn.pds.mat.gr.> 1.5%	9,49	36,8	52,4	96,2	106,7	23,0	-78,5%	-37,6%
Céréales.	108,54	133,4	261,4	485,4	105,5	82,7	-21,6%	-38,0%
riz semi blanchi ou blanchi , même poli ou glacé conditionné pour la vente au détail	20,08	670,2	1363,9	2590,2	540,9	441,0	-18,5%	-34,2%
Graisses et huiles (animales et végétales)...	3,50	59,9	132,0	71,6	101,2	122,1	20,6%	104,0%
Préparations de viandes,de poissons,de crustacés..	38,72	158,3	94,7	173,5	142,0	157,5	10,9%	-0,6%
Préparations à base de céréales, de farines...	55,97	146,2	153,0	152,3	112,6	152,8	35,8%	4,5%
préparation pr aliment des enfants àbase des produits du 0401 à 0404 ,sans cacao cvd	8,05	191,4	240,3	118,7	147,7	327,2	121,6%	71,0%
biscuits additionnés d'édulcorant	7,38	226,7	129,3	118,5	146,4	171,6	17,3%	-24,3%
Boissons, liquides alcooliques et vinaigres.	15,88	126,0	86,7	38,4	57,6	125,5	118,0%	-0,4%
Sel; soufre; terres et pierres; platres ...	6,26	130,9	89,5	88,0	125,4	256,7	104,6%	96,1%
Produits pharmaceutiques.	131,47	113,3	110,3	101,2	120,3	97,6	-18,9%	-13,9%
Medicaments en doses.autres que de 300410 a 300450	112,02	112,0	104,7	97,3	105,8	92,9	-12,2%	-17,0%
Matières plastique et ouvrages en ces matières.	26,86	150,6	142,1	105,8	101,0	108,2	7,2%	-28,2%
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc.	21,29	162,5	167,7	110,4	165,7	107,0	-35,4%	-34,1%
Pneumatiques neufs en caoutchouc pour autobus et camions	16,53	169,3	174,2	113,8	168,4	97,1	-42,3%	-42,6%
Papiers et cartons...	18,11	71,6	156,4	89,6	73,9	75,0	1,5%	4,7%
Machines et appareils, mécaniques	52,43	202,6	179,4	170,5	169,7	246,5	45,3%	21,7%
Articles de robinetterie, a usages technique	25,29	247,8	225,6	224,6	227,3	323,9	42,5%	30,7%
Parties de machines et appareils des nos. 84.26,84.29,84.30 ndnca	13,97	187,5	176,2	120,2	117,9	92,1	-21,8%	-50,8%
Voitures automobiles, tracteurs, cycles ...	88,92	212,1	161,3	112,1	123,6	198,5	60,6%	-6,4%
Meubles; mobiliers medico chirurgical...	5,93	164,3	108,5	166,3	220,0	226,0	2,7%	37,6%

Sources : DGDDI, DGEPP

III.4.2.2 L'indice des valeurs des importations par section

La baisse de l'indice global des importations est imputable au repli des commandes relatives aux sections « Produits du règne végétal. » (-15,6%), « Matières plastiques et ouvrages... » (-16,9 %) et « Métaux communs et ouvrages en ces métaux » (- 81,1%).

Evolution de l'indice des valeurs des importations

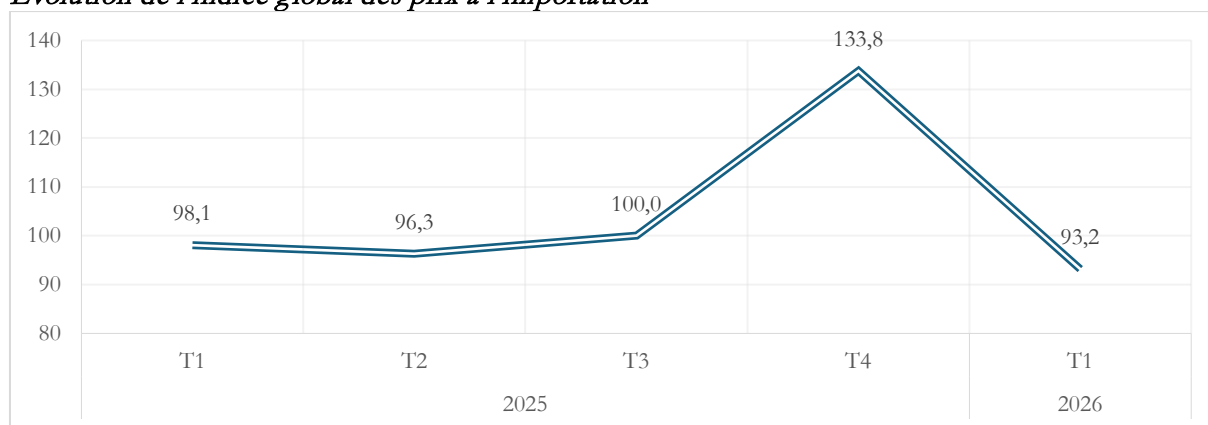
SECTION	POND	2025				2026	Variations (%)	
		T1	T2	T3	T4	T1	1T2026 / 4T2025	1T2026 / 1T2025
INDICE GLOBAL	1000	140,6	139,6	174,4	141,7	133,3	-5,9%	-5,2%
Animaux vivants et produits du règne animal.	243,80	130,1	98,3	158,0	89,9	120,0	33,4%	-7,8%
Produits du règne végétal.	140,32	147,2	230,2	413,0	112,0	94,5	-15,6%	-35,8%
Graines et huiles animales et végétales...	3,50	59,9	132,0	71,6	101,2	122,1	20,6%	104,0%
Produits des industries alimentaires...	155,95	127,0	117,8	135,1	109,3	138,7	27,0%	9,2%
Produits minéraux.	11,35	63,6	22,2	24,2	49,1	149,0	203,5%	134,4%
Produits des industries chimiques...	171,53	103,7	103,3	94,6	114,3	116,4	1,8%	12,2%
Matières plastiques et ouvrages...	48,14	155,9	153,5	107,9	129,6	107,7	-16,9%	-30,9%
Pâtes de bois...	18,11	71,6	156,4	89,6	73,9	75,0	1,5%	4,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières.	5,92	287,7	206,6	457,6	232,5	252,5	8,6%	-12,2%
Ouvrages en pierre, plâtre, ciment, amiante...	12,81	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Métaux communs et ouvrages en ces métaux.	35,74	219,3	276,5	289,8	997,8	188,4	-81,1%	-14,1%
Machines et appareils, matériel électrique...	57,97	199,7	175,9	160,4	166,2	229,8	38,3%	15,1%
Matériel de transport.	88,92	212,1	161,3	112,1	123,6	198,5	60,6%	-6,4%
Marchandises et produits divers.	5,93	164,3	108,5	166,3	220,0	226,0	2,7%	37,6%

Sources : DGDDI, DGEPP

III.4.2.3 L'indice des prix des importations

L'indice global des prix à l'importation a régressé de 30,3% au premier trimestre 2026 comparativement au trimestre précédent. En glissement annuel, il a reculé de 5,0%.

Evolution de l'indice global des prix à l'importation



Sources : DGDDI, DGEPP

III.4.2.3.1. L'indice des prix des importations par section

Le fléchissement de l'indice global des prix à l'importation est lié à la diminution des prix de plusieurs chapitres, notamment : « Animaux vivants et produits du règne animal » (-13,2%), « Produits des industries alimentaires... » (-3,2%) et « Produits des industries chimiques » (-71,9%).

Evolution de l'indice des prix des importations par section

SECTION	POND	2025				2026	Variations (%)	
		T1	T2	T3	T4	T1	1T2026 / 4T2025	1T2026/1T2025
INDICE GLOBAL	1000	98,1	96,3	100,0	133,8	93,2	-30,3%	-5,0%
Animaux vivants et produits du règne animal.	243,80	114,8	114,4	102,7	109,7	95,3	-13,2%	-17,0%
Produits du règne végétal.	140,32	79,2	87,3	93,0	98,2	97,5	-0,6%	23,1%
Graines et huiles animales et végétales...	3,50	132,2	142,1	129,6	118,2	120,0	1,5%	-9,2%
Produits des industries alimentaires...	155,95	109,5	114,4	106,4	108,3	104,9	-3,2%	-4,2%
Produits minéraux.	11,35	64,6	189,2	92,9	102,6	95,3	-7,1%	47,6%
Produits des industries chimiques...	171,53	112,5	95,6	120,8	356,4	100,2	-71,9%	-10,9%
Matières plastiques et ouvrages...	48,14	90,4	79,7	78,85	67,96	71,03	4,5%	-21,5%
Pâtes de bois...	18,11	102,6	91,6	93,9	98,1	107,9	10,0%	5,2%
Matières textiles et ouvrages en ces matières.	5,92	135,3	122,0	127,6	96,5	117,0	21,2%	-13,5%
Ouvrages en pierre, plâtre, ciment, amiante...	12,81	100,0	88,7	79,6	81,9	78,7	-3,9%	-21,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux.	35,74	96,9	106,2	111,9	104,3	112,3	7,7%	15,9%
Machines et appareils, matériel électrique...	57,97	120,8	89,2	107,1	107,9	117,6	8,9%	-2,7%
Matériel de transport.	88,92	82,2	67,4	62,5	49,7	62,9	26,7%	-23,4%
Marchandises et produits divers.	5,93	88,5	71,8	89,3	109,0	109,0	0,0%	23,2%

Sources : DGDDI, DGEPP

III.5. LE PARTENARIAT ECONOMIQUE

III.5.1 Les principaux clients

□ Par pays

A fin mars 2026, les exportations en valeur du Gabon ont connu une chute de 34,5%, expliquée par la contraction des commandes de ses plus gros clients (-11,8%), notamment la Chine (-13,2%), l'Inde (-31,3%), le Brésil (-55,4%) et la France (-85,5%). Cette évolution résulte de la baisse des ventes du pétrole brut (-37,5%), de l'or sous forme brut (-75,0%), de l'huile de palme (-92,3%), ainsi que des poissons et produits de la pêche, suite aux tensions géopolitiques liées à la guerre en Iran qui occasionne le blocage du détroit d'Ormuz.

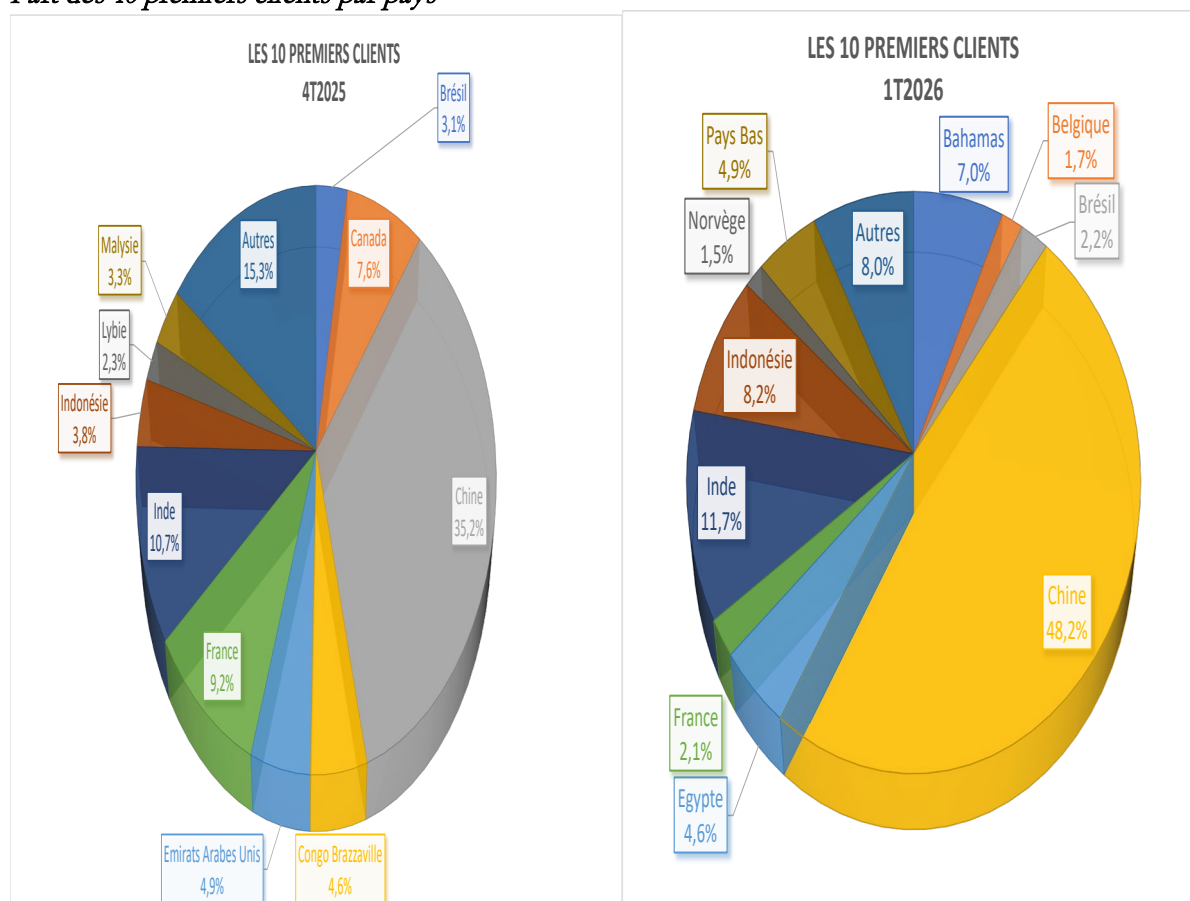
Evolution des 10 premiers clients au premier trimestre 2026

Pays	2025			2026		Poids
	T2/T1	T3/T2	T4/T3	T1_26/T4_25	T1_26/T1/25	
Brésil	-39,5%	113,5%	-7,5%	-55,4%	-46,7%	2,2%
France	79,5%	359,2%	38,7%	-85,5%	66,0%	2,1%
Egypte	125,7%	-24,4%	54,0%	44517,7%	117080,2%	4,6%
Chine	-3,4%	10,8%	8,1%	-13,2%	0,4%	48,2%
Bahamas	0,0%	-100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	7,0%
Inde	76,3%	-60,5%	112,0%	-31,3%	1,6%	11,7%
Pays Bas	196,6%	-72,8%	36,1%	150,5%	175,5%	4,9%
Belgique	-79,6%	21,5%	95,9%	-32,7%	-67,3%	1,7%
Norvège	-8,4%	69,9%	-14,2%	-27,0%	-2,5%	1,5%
Indonésie	-75,3%	-52,2%	146,6%	37,3%	-60,1%	8,2%
Exportations vers les 10 premiers clients	-9,6%	-2,7%	26,3%	-11,8%	-2,0%	92,0%
Exportations totales	-3,2%	-4,4%	28,7%	-34,5%	-22,0%	100,0%

Sources : DGEPP/DGDDI

L'analyse de la structure des principaux clients révèle une évolution significative entre les deux trimestres. A fin mars 2026, certains clients réintègrent le classement des dix (10) premiers clients du Gabon, à savoir la Belgique, l'Egypte (5^{ème}), la Norvège et les Pays-Bas. Par ailleurs, les Bahamas font leur entrée dans ce classement en se hissant au troisième rang, sous l'effet des importantes exportations de pétrole brut à destination de ce pays.

Part des 10 premiers clients par pays



Sources : DGEPP/DGDDI

□ Par continent

Au niveau continental, le recul des exportations du Gabon à fin mars 2026 provient du repli des achats sur tous les continents : l'Asie (-23,6%), l'Europe (-57,3%), l'Amérique (-45,7%), l'Afrique (-41,9%) et l'Océanie (-41,6%).

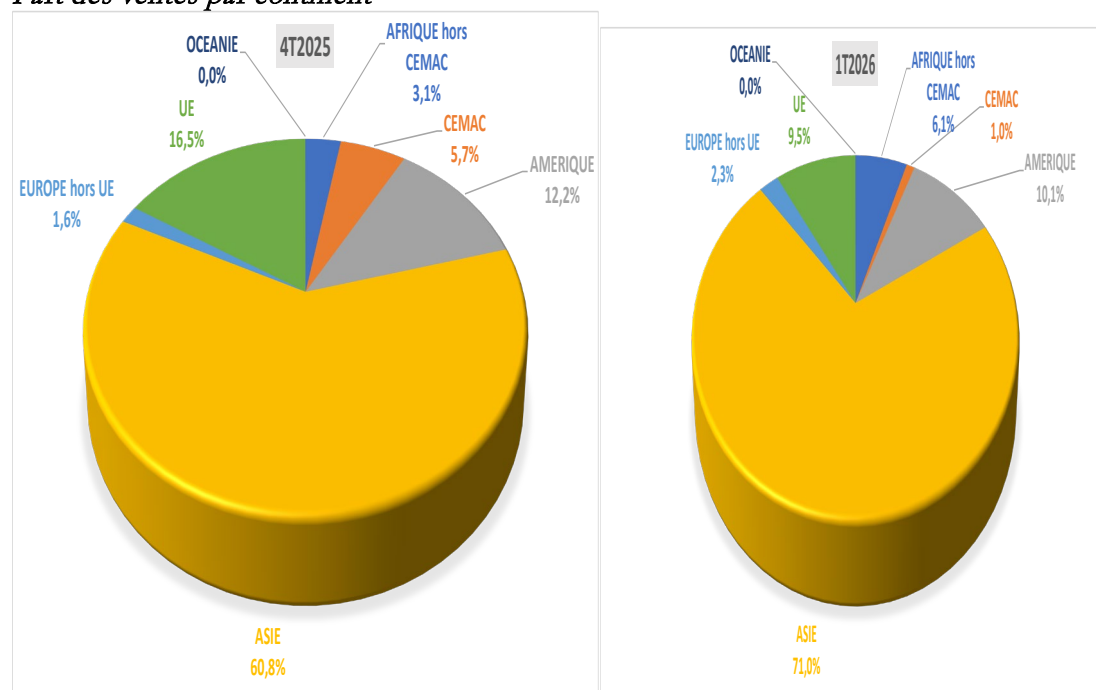
Evolution des exportations gabonaises

Continent	2025			2026		Poids
	T2/T1	T3/T2	T4/T3	T1_26/T4_25	T1_26/T1/25	
AFRIQUE	54,0%	14,9%	311,9%	-47,5%	282,4%	7,1%
dont CEMAC	62,3%	17,0%	457,3%	-89,2%	14,7%	1,0%
AMERIQUE	30,1%	138,2%	4,3%	-45,7%	75,5%	10,1%
ASIE	-6,1%	-20,4%	32,2%	-23,6%	-24,5%	71,0%
EUROPE	-2,5%	6,9%	1,8%	-57,3%	-54,7%	11,8%
dont UE	-5,6%	-3,3%	15,4%	-62,2%	-60,2%	9,5%
OCEANIE	-96,8%	83,9%	-48,1%	-41,6%	-98,2%	0,0%
TOTAL EXPORT	-3,2%	-4,4%	28,7%	-34,5%	-22,0%	100,0%

Sources : DGEPP/DGDDI

L'Asie (71,0% des parts) demeure le premier client du Gabon. Elle est suivie par l'Europe (11,8%), l'Amérique (10,1%) et l'Afrique (7,1%). La place de l'Asie est consolidée par les commandes de la Chine, de l'Inde et de l'Indonésie.

Part des ventes par continent



Sources : DGEPP/DGDDI

III.5.2 Les principaux fournisseurs

□ Par pays

Au premier trimestre 2026, les importations du Gabon ont reculé de 21,6% en glissement trimestriel. Cette évolution est liée à la baisse des achats auprès de ses principaux fournisseurs, notamment la Chine (-6,2%), le Togo (-55,0%), la Belgique (-25,3%), le Brésil (-25,2%), les Emirats Arabes Unis (-9,1%) et l'Inde (-24,8%). Ce repli est principalement imputable à la diminution des importations de produits alimentaires (-9,4%), de véhicules (-1,3%), de produits intermédiaires destinés aux entreprises de construction (-0,3%), de produits pharmaceutiques (-12,6%) et de boissons (-26,7%).

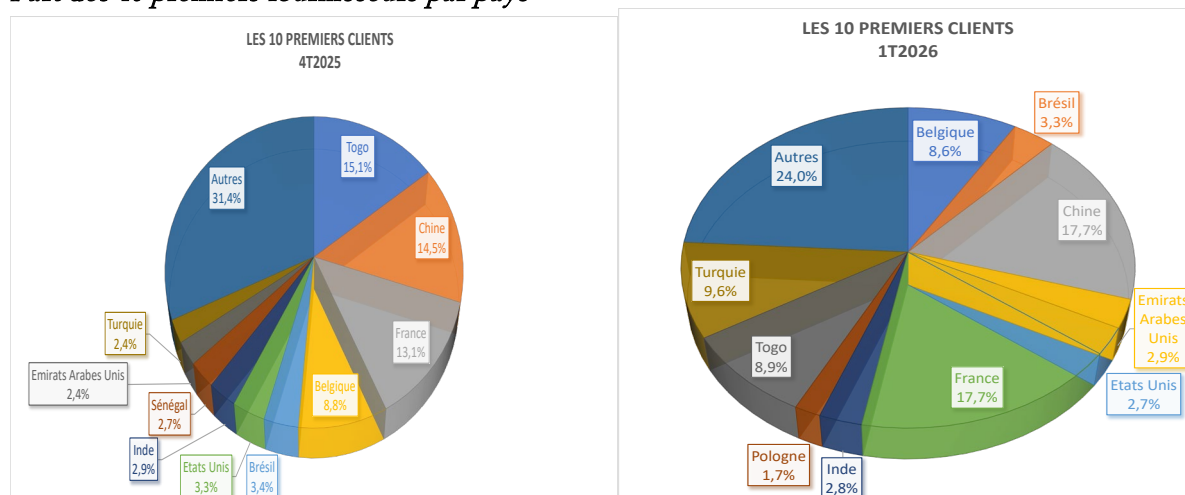
Evolution des 10 premiers fournisseurs au premier trimestre 2026

Pays	2025			2026		Poids
	T2/T1	T3/T2	T4/T3	T1_26/T4_25	T1_26/T4_25	
Chine	-8,8%	3,8%	23,9%	-6,2%	10,0%	17,7%
France	11,3%	3,1%	-7,5%	3,4%	9,8%	17,7%
Etats Unis	-23,9%	2,2%	5,9%	-35,9%	-47,2%	2,7%
Emirats Arabes Unis	11,2%	-17,3%	-17,1%	-9,1%	-30,7%	2,9%
Belgique	-22,9%	8,6%	9,7%	-25,3%	-31,4%	8,6%
Inde	-20,6%	-1,3%	33,6%	-24,8%	-21,3%	2,8%
Turquie	-63,7%	33,5%	81,9%	208,3%	172,0%	9,6%
Brésil	-32,8%	41,6%	26,6%	-25,2%	-9,9%	3,3%
Togo	85,7%	-42,5%	380,0%	-55,0%	130,7%	8,9%
Pologne	204,0%	-3,8%	-19,4%	41,5%	233,5%	1,7%
Importations en provenance des 10 premiers fournisseurs	-4,4%	-0,7%	32,7%	-12,9%	9,7%	76,0%
Importations totales	1,0%	7,3%	24,7%	-21,6%	6,0%	100,0%

Sources : DGEPP/DGDDI

L'entrée de la Pologne parmi les principaux fournisseurs du Gabon s'explique principalement par la hausse des importations de produits alimentaires. Les achats effectués auprès de ce pays portent essentiellement sur le « froment (blé) dur », les « Autres froments et méteil (semence) », les « Morceaux et abats de coqs et poules congelés » ainsi que les « Viandes porcines congelées ».

Part des 10 premiers fournisseurs par pays



Sources : DGEPP/DGDDI

□ Par continent

Au premier trimestre 2026, la baisse des importations du Gabon est imputable au repli des livraisons en provenance de l'Afrique (-55,4%), de l'Amérique (-24,0%), de l'Asie (-14,6%) et de l'Océanie (-7,4%), malgré une hausse des commandes en provenance de l'Europe.

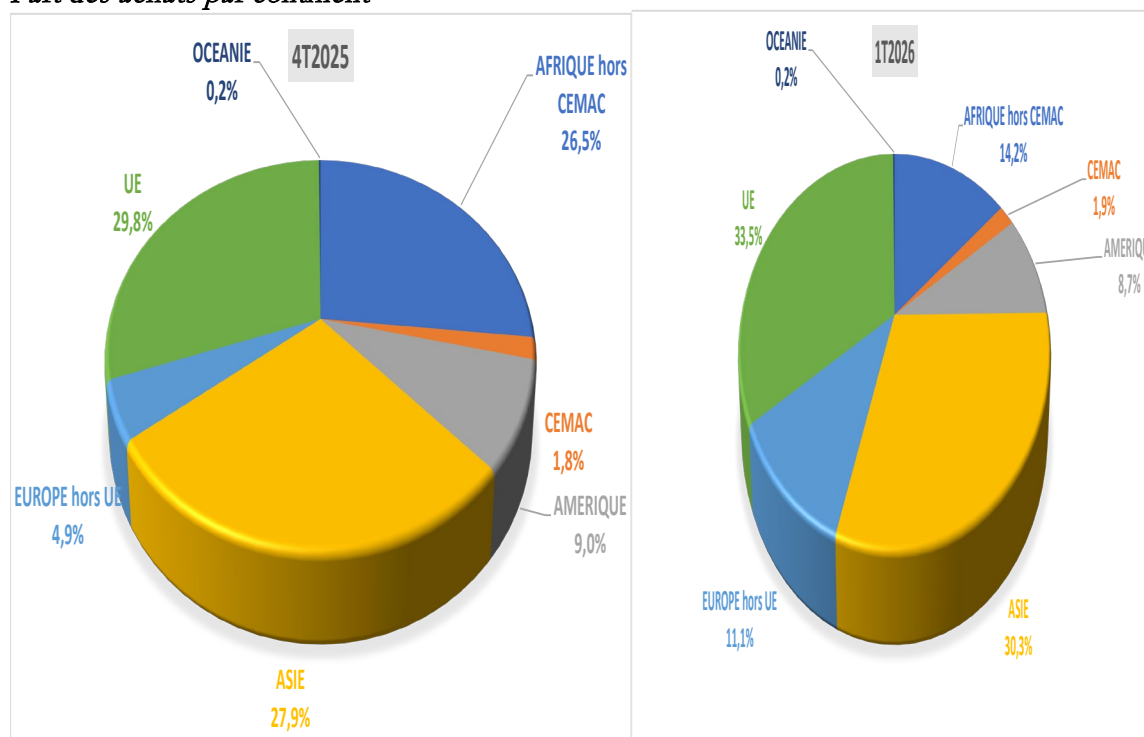
Evolution des importations gabonaises

Continent	2025			2026		Poids
	T1/T4	T2/T1	T3/T2	T1_26/T4_25	T1_26/T1/25	
AFRIQUE	40,1%	17,3%	90,9%	-55,4%	39,9%	16,1%
<i>dont CEMAC</i>	19,2%	-13,3%	15,1%	-19,2%	-4,0%	1,9%
AMERIQUE	-23,1%	21,0%	12,4%	-24,0%	-20,5%	8,7%
ASIE	2,4%	-5,1%	15,6%	-14,6%	-4,1%	30,3%
EUROPE	-4,6%	10,9%	4,3%	1,1%	11,6%	44,7%
<i>dont UE</i>	1,1%	11,0%	-2,5%	-11,7%	-3,4%	33,5%
OCEANIE	-33,6%	-63,7%	353,9%	-7,4%	1,3%	0,2%
TOTAL IMPORT	1,0%	7,3%	24,7%	-21,6%	6,0%	100,0%

Sources : DGEPP/DGDDI

L'Europe (44,7% des parts) reste le premier fournisseur du Gabon, devant l'Asie (30,3%), l'Afrique (16,1%) et l'Amérique (8,7%). La place de l'Europe est portée par les ventes de la France, la Belgique, la Turquie et la Pologne.

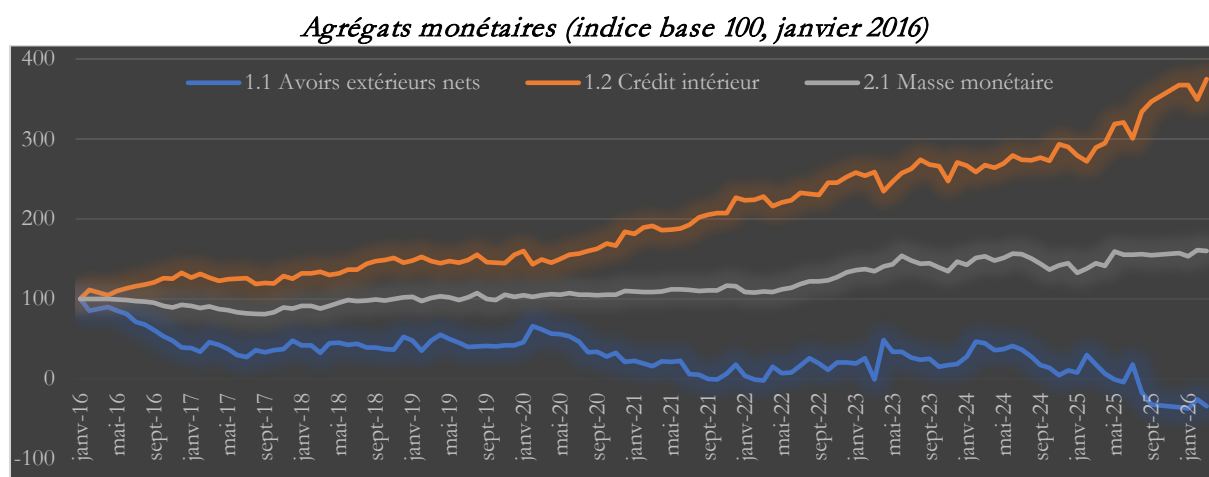
Part des achats par continent



Sources : DGEPP/DGDDI

III.6 SITUATION MONÉTAIRE

A fin mars 2026, la situation monétaire large (SML) s'est caractérisée par un accroissement concomitant de la masse monétaire et du crédit intérieur, ainsi que par une amélioration des avoirs extérieurs nets.



Source : DGEPP

III.6.1- LES PRINCIPAUX AGREGATS MONÉTAIRES

III.6.1.1- La masse monétaire (M2)

A la fin du premier trimestre 2026, la quantité de monnaie en circulation dans l'économie a augmenté de 1,6% par rapport au trimestre précédent, en raison de la consolidation des dépôts à terme (+13,9%), malgré la baisse de la circulation fiduciaire (-0,3%) et des dépôts à vue (-2,8%). En glissement annuel, la masse monétaire s'est raffermie de 10,4%, sous l'effets de l'accroissement de l'ensemble de ses composantes.

Evolution des composants de la masse monétaire (indice base 100, janvier 2016)

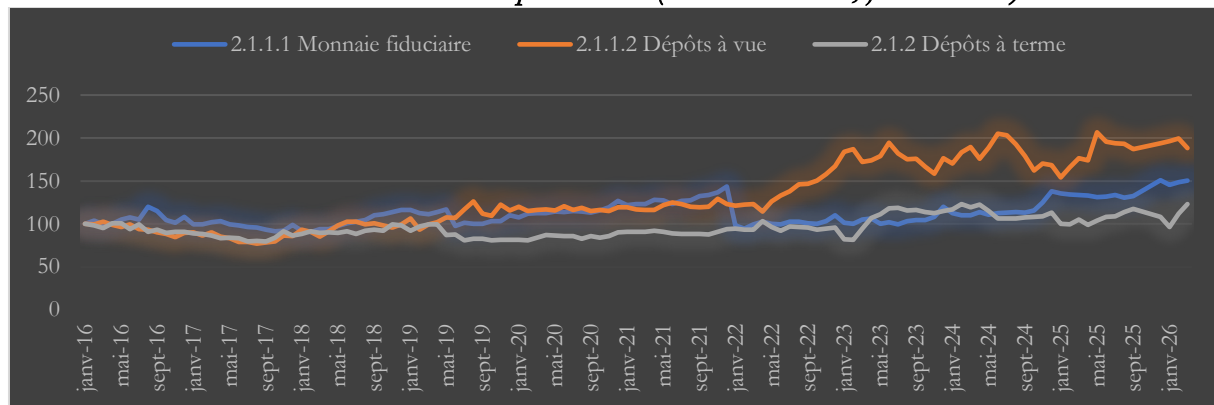
(En %)	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
Masse monétaire	0,1%	7,4%	-0,6%	1,8%	1,6%	10,4%
Circulation fiduciaire	-3,4%	-1,1%	0,1%	14,2%	-0,3%	12,7%
Dépôts à vue	4,6%	11,0%	-4,2%	3,4%	-2,8%	6,9%
Dépôts à terme	-7,3%	3,5%	8,2%	-7,9%	13,9%	17,5%
Ressources extra-monétaires	10,0%	-10,0%	6,5%	23,0%	6,1%	25,1%

Source : DGEPP

III.6.1.2- Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires, composées des fonds propres du système bancaire et des autres postes nets, ont connu une hausse de 6,1% sur la période, sous l'effet de l'augmentation des fonds propres (+25,4%).

Evolution des disponibilités (indice base 100, janvier 2016)



Source : DGEPPF

III.6.2-LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

Au premier trimestre 2026, les contreparties de la masse monétaire ont progressé de 2,6%, soutenues par l'accroissement du crédit intérieur.

III.6.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

A fin mars 2026, les A.E.N. du système monétaire ont baissé de 3,0%, en raison de la position négative de la BEAC vis-à-vis de l'extérieur (-9,2%) et des A.E.N. des banques commerciales (-17,4%). En glissement annuel, les A.E.N. du système monétaire ont chuté de 291,7%, sous l'effet combiné de la dégradation des conditions extérieures et de l'accélération des sorties de devises pour financer les importations.

Evolution des Avoirs extérieurs (indice base 100, janvier 2016)

(En %)	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
Avoirs extérieurs nets	67,4%	-123,6%	665,3%	9,6%	-3,0%	-291,7%
Banque centrale	-60,9%	102,9%	169,3%	17,9%	-9,2%	484,7%
Banques primaires	-22,0%	-44,3%	33,0%	31,1%	-17,4%	-19,8%

Source : DGEPPF

En conséquence, le solde débiteur du compte d'opérations a baissé de 1,3% au premier trimestre 2026, impacté par une meilleure tenue des A.E.N. En glissement annuel, le solde du compte d'opérations s'est détérioré de 163,8%.

De fait, le taux de couverture extérieur de la monnaie a gagné 3,1 points et s'est établi à 68% contre 64,9% le trimestre précédent.

Evolution de la position extérieure

(En %)	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
Compte d'opérations	29,3%	-39,3%	-139,1%	172,2%	-1,3%	-163,8%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	76,1%	72,7%	73,2%	64,9%	68,0%	-8,1 pts

Source : DGEPPF

III.6.2.2- Le crédit intérieur

A la fin du premier trimestre 2026, les crédits intérieurs nets ont enregistré une hausse de 2,1%, soutenue par le renforcement conjugué des crédits à l'économie et des créances nettes sur l'Etat. Toutefois, cette hausse est inférieure à celle enregistrée au trimestre précédent (+6,0%).

Evolution des crédits intérieurs (indice base 100, janvier 2016)

(En %)	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	1T26/1T25
Crédits intérieurs nets	-0,1%	10,7%	8,1%	6,0%	2,1%	29,5%
<i>Créances nettes sur l'État</i>	<i>7,6%</i>	<i>14,9%</i>	<i>11,1%</i>	<i>2,3%</i>	<i>0,9%</i>	<i>31,7%</i>
<i>Créances sur l'économie</i>	<i>-7,1%</i>	<i>6,4%</i>	<i>4,8%</i>	<i>10,2%</i>	<i>3,5%</i>	<i>27,2%</i>

Source : DGEPP

- **Les créances sur l'économie**

Les crédits à l'économie, qui ont représenté 48,2% du total du crédit intérieur contre 47,5% au trimestre précédent, ont progressé de 3,5% sur trois mois, soutenus par les besoins de financement de certaines branches du secteur hors pétrole, notamment l'agroalimentaire, le BTP et le transport.

- **Les créances nettes sur l'Etat**

Les créances nettes sur l'Etat ont légèrement progressé (+0,9%), en ralentissement par rapport à la hausse enregistrée au trimestre précédent (+2,3%). Cependant, la Position Nette du Gouvernement (PNG) n'a augmenté que de 0,5% sur le trimestre, tandis que les organismes publics se sont désendettés à hauteur de 15,3%.

III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE

Le Comité de Politique Monétaire de la BEAC, réuni le 02 avril 2026, au regard des perspectives macroéconomiques de la CEMAC et après examen des différents facteurs susceptibles d'influencer la stabilité monétaire et financière, a décidé de maintenir sa politique monétaire ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	4,75%
Facilité marginale de prêt	6,25%
Facilité de dépôts	0

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) s'élèvent respectivement comme suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7,00%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,50%

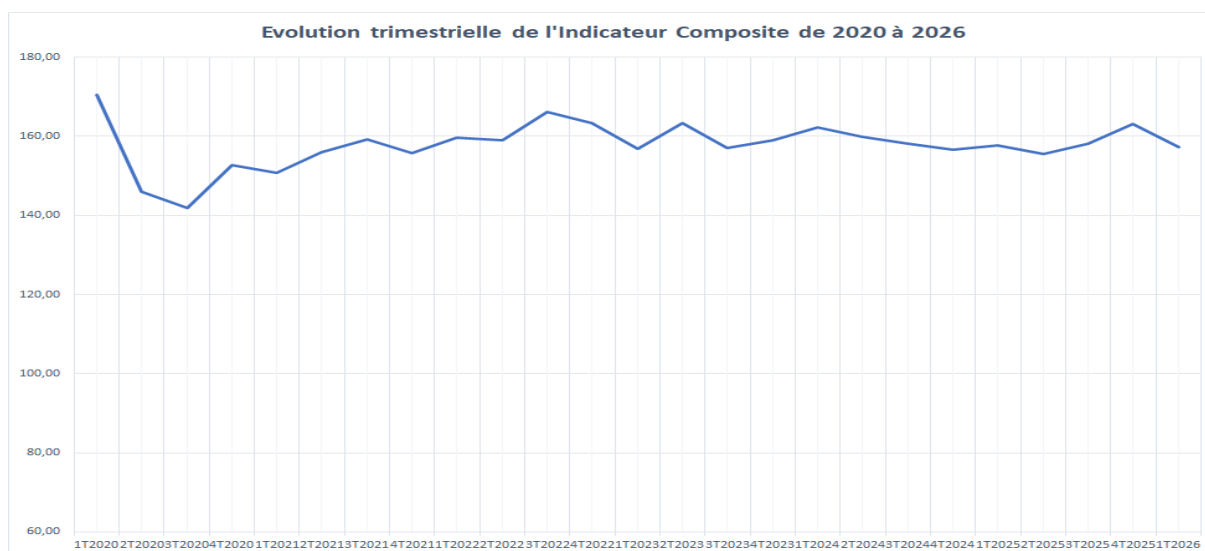
L'économie mondiale reste stable

L'économie mondiale a vu ses perspectives s'assombrir brusquement au cours du premier trimestre 2026, après un début d'année de résilience portée par l'essor des investissements technologiques. Cette dégradation résulte du déclenchement du conflit militaire au Moyen-Orient fin février. Dans ce contexte, le FMI anticipe désormais un ralentissement de la croissance globale à 3,1% pour l'année en cours, couplé à un regain inflationniste attendu à 4,4%. Ce choc géopolitique induit d'importantes divergences : si les économies avancées font preuve d'une relative robustesse face aux perturbations (soutenues à court terme par la hausse des dépenses de défense), les pays émergents et en développement subissent de plein fouet la détérioration des termes de l'échange liée à la flambée des prix des hydrocarbures et au durcissement des conditions financières mondiales.

Au niveau national, le premier trimestre a été marqué par une contraction de 3,6% de l'Indicateur Composite⁴ (IC), principal baromètre de l'activité économique. Ce repli s'expliquerait par les contre-performances des secteurs extractifs (hors manganèse), l'atonie de l'exploitation forestière, ainsi que par l'inflexion de l'agriculture de rente et des activités essentielles. Toutefois, cette trajectoire baissière aurait été tempérée par la bonne dynamique des BTP et de l'activité des transports.

1. L'indicateur composite de la DGEFP

Janvier 2012 = base 100



Sources : Direction générale de l'Economie et de la Politique Fiscale, Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

L'Indicateur Composite devrait accuser un léger recul de 0,2% en glissement annuel. Cette tendance s'explique également par un ralentissement de la dynamique de construction : après un quatrième trimestre 2025 marqué par l'accélération des travaux, la période sous revue a servi à exécuter les travaux de finition des principaux chantiers.

	Evolution trimestrielle					1T26/1T25
	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	
Indicateur Composite	0,6%	-1,2%	1,6%	3,1%	-3,6%	-0,2%

⁴ IC de la DGEFP construit à partir de la méthode du conference board. Elle consacre le calcul du taux de croissance symétrique, le calcul de l'écart type du taux de croissance sur la période considérée. Un mixe est fait avec les pondérations obtenues de la comptabilité nationale (DCN/DGS) pour l'année 2016 au titre de la valeur ajoutée. Il s'agit d'un indice chaîné de 32 séries, dont 8 débutent en 2015 et les 24 autres dès 2012.

Evolution de l'activité pétrolière

	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	Fin mars		
						2 025	2 026	25/24
Production (en millions de tonnes)	2,873	2,815	2,714	2,772	2,628	2,873	2,628	-8,5%
Production (en barils)	20 969 938	20 545 982	19 806 098	20 234 432	19 180 824	20 969 902	19 180 824	-8,5%
Exportations (en millions de tonnes)	2,557	2,636	2,417	2,561	2,377	2,557	2,377	-7,1%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	75,664	67,824	69,073	63,693	80,613	75,664	80,613	6,5%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	74,158	66,829	68,310	61,497	77,190	74,158	77,190	4,1%
Taux de change (\$US/FCFA)	623,542	578,816	561,626	563,897	560,394	623,542	560,394	-10,1%

Evolution de l'activité de production de gaz naturel

	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	Fin mars		
						2 025	2 026	25/24
Production (en milliers de m ³)	104 014	108 437	104 039	122 718	70 206	104 014	70 206	-32,5%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0,151	0,179	0,151	0,153	0,151	0,173	0,151	-12,6%

Evolution de l'activité de l'huile de palme brute

	1T25	2T25	3T25	4T25	1T26	Fin mars		
						2 025	2 026	25/24
Productions (en tonnes)								
Régime de palme	119 136	183 339	151 402	111 390	108 758	119 136	108 758	-8,7%
Huile rouge	28 569	43 910	34 514	25 881	24 806	28 569	24 806	-13,2%
Huile palmiste	1 574	2 412	2 135	1 793	1 576	1 574	1 576	0,1%

Source : Olam Palm Gabon

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. IKAPI Éric

Directeur Adjoint

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

Chefs de Service

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène ép. OTHOUNGA

M. OBAME NANG Didier

M. BOUPANA Gérald Audrey

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine ép. EKOUA

Mme. KODIVO MOUCKALA KOUMBA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

Mme. GOMBOMOYE Arlette

Mme. AFANG EYI Manuella ép. MBIMBIANGOYE

Mme. MOUBONGOU Carnie Savanah

Mme. MATA MBANZA Orlane

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. DZIME ENGO Steeve Aurélien

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

M. MEKAMBA Armel

M. EYI ONDO Pamphile

M. MOUKETOU Heinz Hosni

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE
M. Béchir MAHAMAT LEBOUBA
M.ODJA SACHA LEE MARINO

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. ONGOURI MOUBOTOTO AGNES
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. OBANDJI Guy Ulrich
M ASSEMI LIONEL
M. BANGUEBE Aldrin Jules

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur : Mme. Julie-Sandrine NTSAME

Directeur Adjoint : M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO
M. Brice YOUOMO

Chargés d'Etudes

Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Phylicia ATOME
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Albain MOKAMBO
M. Jean Albert KAKA
M. Harouna Fred NDOUNOU LY
M. Sean ITSEY OMBIMBA
M. Willy MENDOME BENHA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur : Mme Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint : M. Patrick Renaud LOEMBA

Chefs de Service

Mme Sidonie YOSSANGOYE
M. Judicaël MBAGINGA BISSAOU
M. Kévin BOUNGOUNGOU

Chargées d'Etudes

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA

M. Jeff ONDO

M. Michel ELLANG EYANG